



# PLAN CLIMAT-AIR-ÉNERGIE TERRITORIAL DIAGNOSTIC

# COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS



## TABLE DES MATIERES

<b>1. L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>4</b>
1.1. Environnement anthropique	4
A. Les nuisances sonores	4
B. Les risques naturels et anthropiques	9

## 1. L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

### 1.1. ENVIRONNEMENT ANTHROPIQUE

#### A. Les nuisances sonores

Le bruit est un **phénomène acoustique** produisant une sensation auditive considérée comme désagréable ou gênante. L'excès de bruit a des effets sur les organes de l'audition (dimension physiologique), mais peut aussi perturber l'organisme en général, et notamment le sommeil et le comportement (dimension psychologique).

##### A.1. Les voies bruyantes

La loi du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14, définissent les modalités de recensement et les caractéristiques sonores des voies.

Sur la base de ce classement, il détermine, après consultation des communes, les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectées par le bruit, les niveaux de nuisances sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions techniques de nature à les réduire.

L'article R571-33 du Code de l'environnement prévoit que le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres portent sur les voies routières dont le trafic journalier moyen par année est supérieur à 5 000 véhicules par jour.

D'après l'Arrêté préfectoral N°2014/DDT-OBS-01 du 27 février 2014 **ne classe aucune voies présentes sur la commune de Lessy comme voie bruyante.**

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments à construire dépend de la catégorie de l'infrastructure.

Le Code de l'environnement dans son article L571-10-2 prévoit que les secteurs ainsi déterminés et les prescriptions relatives aux caractéristiques acoustiques qui s'y appliquent soient reportés, à titre d'information, dans les annexes graphiques du Plan Local d'Urbanisme intercommunal conformément aux dispositions des articles R123-13, R123-14 et R313-6 du Code de l'Urbanisme.

**Les arrêtés Préfectoraux N°2013-D.D.T /OBS-2 du 21 mars 2013 et N°2014/DDT-OBQ-01 du 27 février 2014** relatifs au « **classement sonore des infrastructures de transports terrestres routières (réseau concédé et non concédé de l'Etat ainsi que réseau des routes départementales) et à l'isolement acoustique de bâtiments affectés par le bruit sur le territoire du Département de la Moselle** » indique que les portions des D19, D954, D603 et A4 présentes sur le territoire sont concernées par ces prescriptions.

Voie	Nom de la voie de ... à ...	Communes concernées par les zones de bruit	Catégorie du classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit
D19	A4 à D954	Boulay-Moselle, Helstroff, Varize	3	100
D954	D19 à D603	Condé-Northen, Volmerange-lès-Boulay, Hinckange, Boulay-Moselle	3 hors agglo 4 en agglo	100 30

D603	D954 à l'entrée de Marange-Zondrange	Bionville-sur-Nied, Bannay, Varize	3	100
A4	Tronçons n°01 à 10	Brouck, Condé-Northen, Helstroff, Narbéfontaine, Varize	1	300



**AUTOROUTE A4 PRES DE BROUCK**



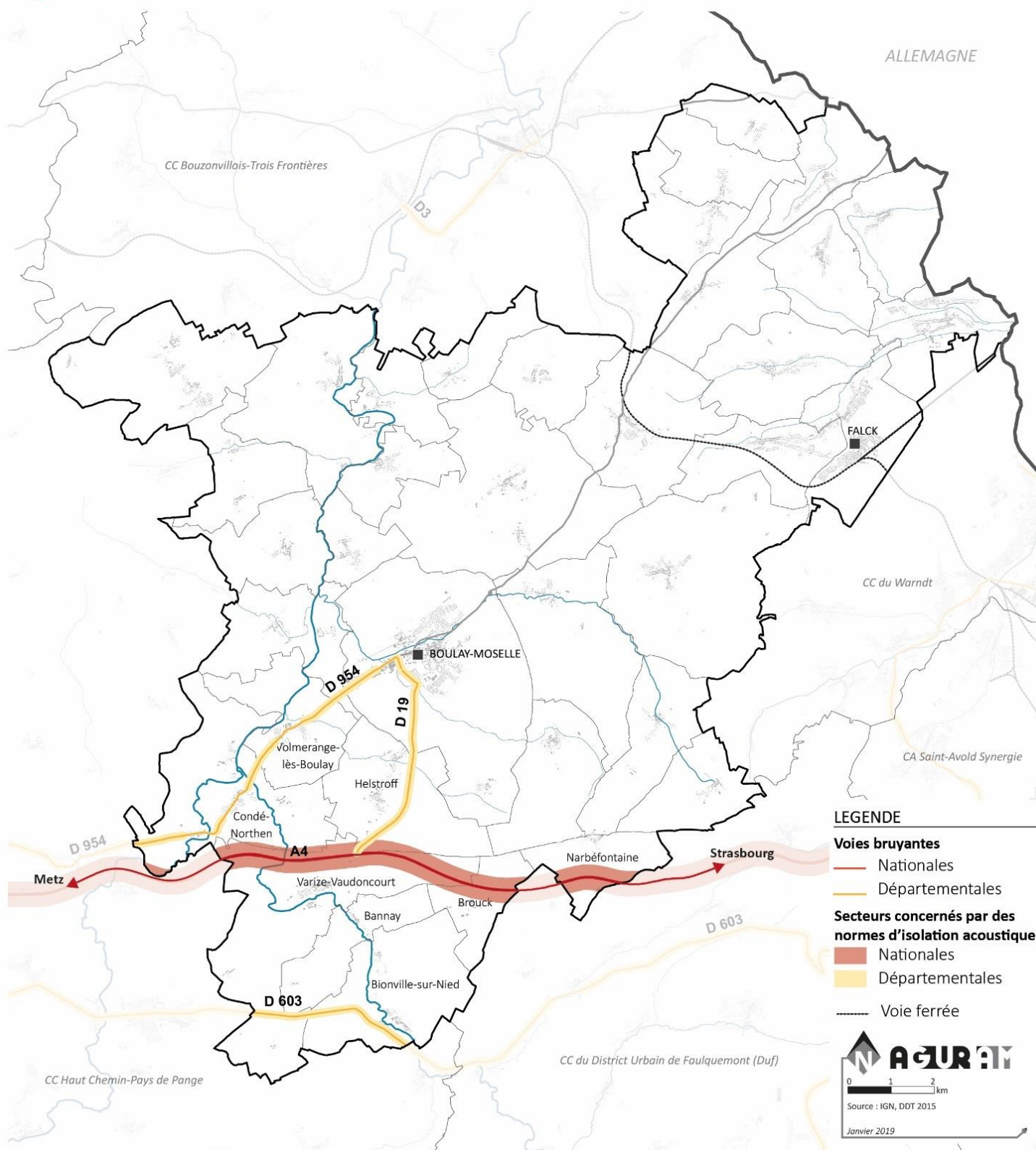
**RD 954 A PONTIVY (CONDE-NORTHEN)**

Aucune infrastructure de transports terrestres ferroviaire sur le territoire n'est concernée par l'Arrêté Préfectoral du 15 janvier 2013 relatif au classement sonore et à l'isolement acoustique des bâtiments affectés par le bruit.



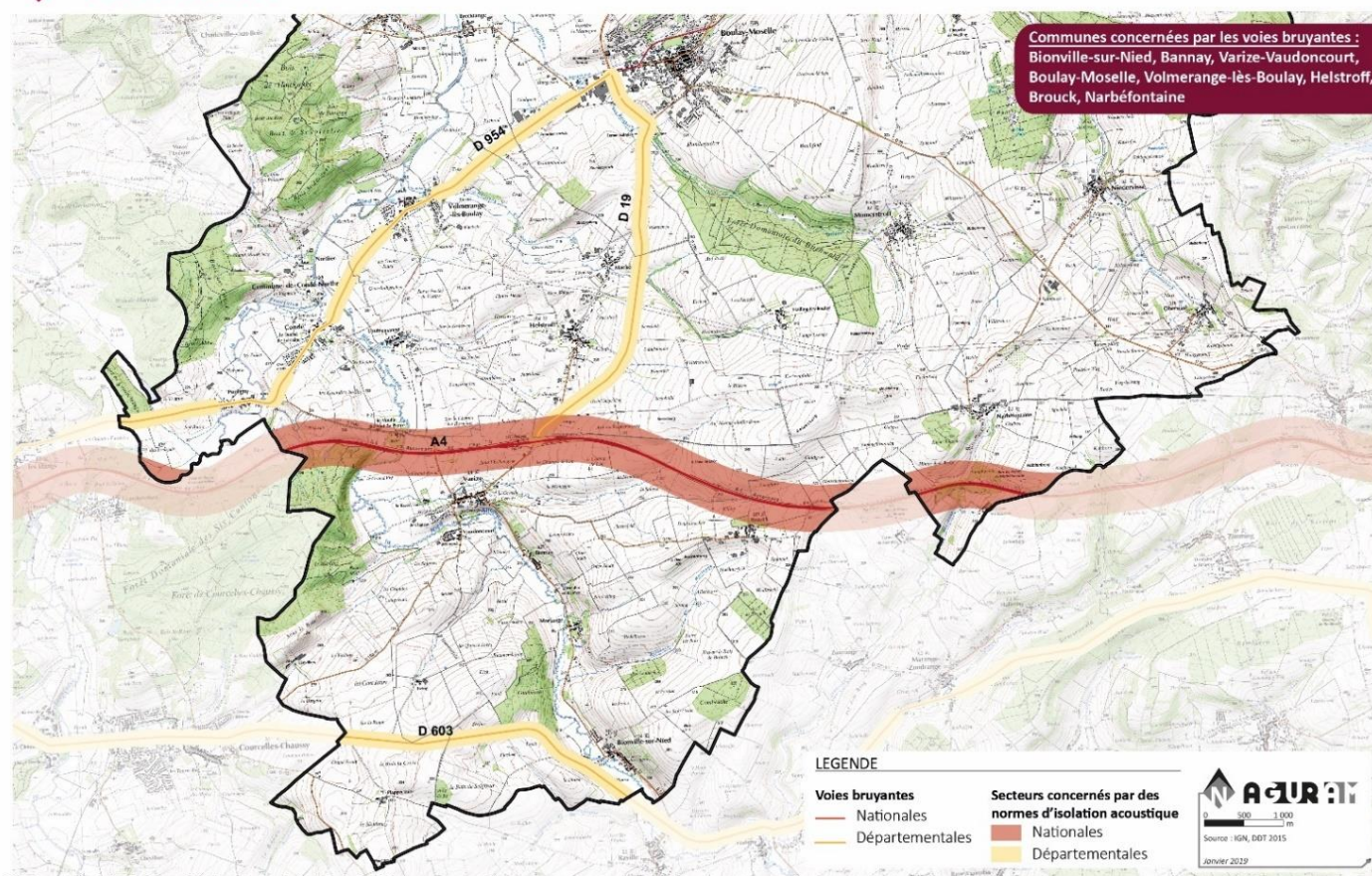
## CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION

### VOIES BRUYANTES





**CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION**  
**VOIES BRUYANTES**



## A.2. Les voies à grande circulation

L'article L111-6 du code de l'urbanisme interdit, **en dehors des espaces urbanisés des communes**, les constructions sur une largeur de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du Code de la voirie routière, et 75 mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes **classées à grande circulation**.

Au titre de l'article L111-8 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal peut fixer des règles d'implantations différentes de celles prévues par l'article L111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

**Le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation** indique deux voies présentes sur le territoire de la CCHPB :

Route	Route de début de section	Commune de début de section	Route de fin de section	Commune de fin de section
D603	D1	Metz	D656	Machereh
A4	A4	Paris	A4	Strasbourg

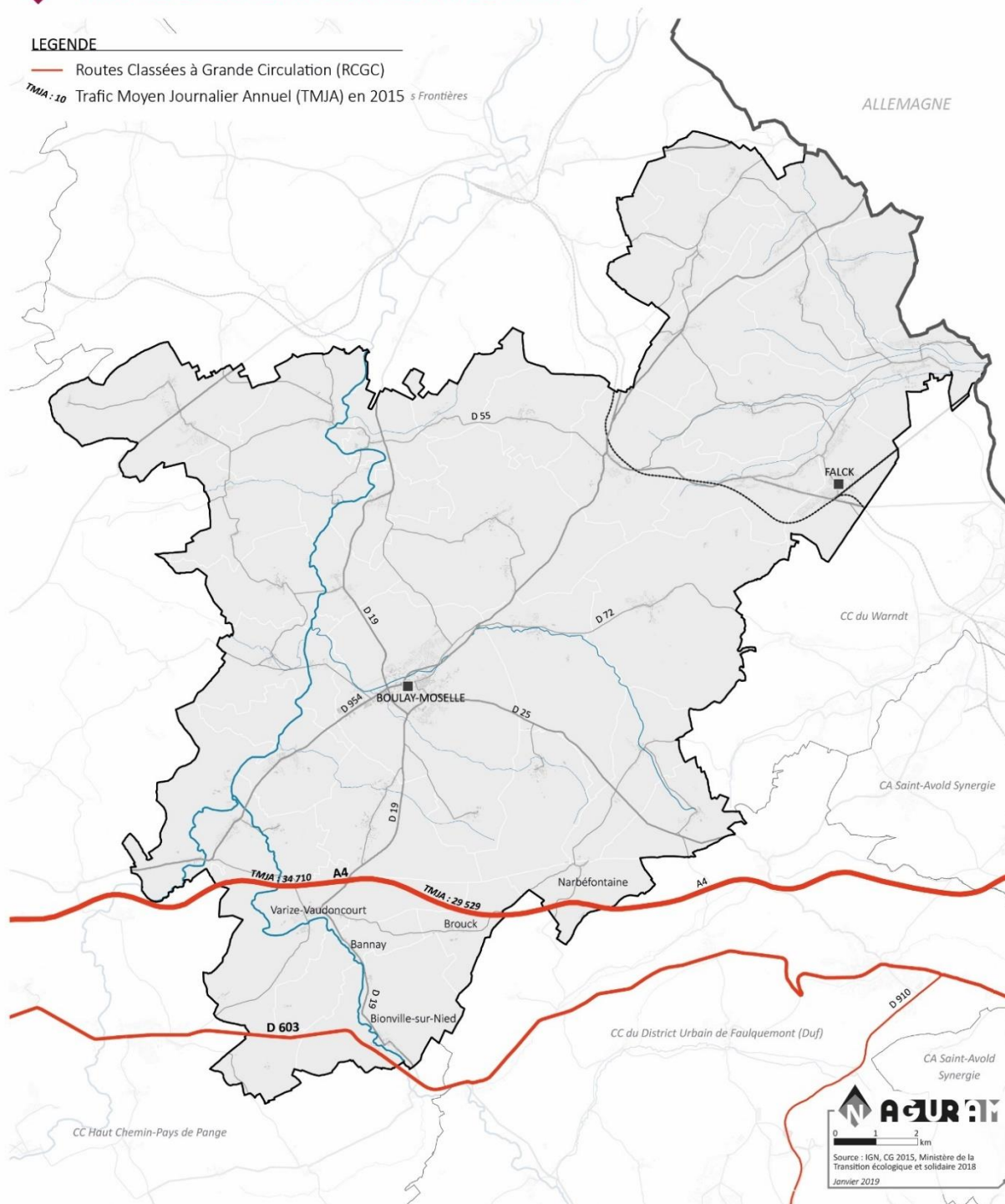


## CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION

### ROUTES CLASSÉES À GRANDES CIRCULATION

#### LEGENDE

- Routes Classées à Grande Circulation (RCGC)
- Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) en 2015
- Frontières



La CCHPB est concernée par le classement de voies bruyantes suivantes : D19, D954, D603 et A4. Les secteurs déterminés et prescriptions relatives aux caractéristiques acoustiques s'y appliquant seront reportés, à titre d'information, dans les annexes graphiques du Plan Local d'Urbanisme intercommunal. Aucune infrastructure de transports ferroviaires n'est concernée sur le territoire par un classement en voie bruyante. Deux voies sont classées à grande circulation : D603 et A4. Le PLUi prendra en compte la réglementation en matière de constructions relative à celles-ci.

---

**B. Les risques naturels et anthropiques**

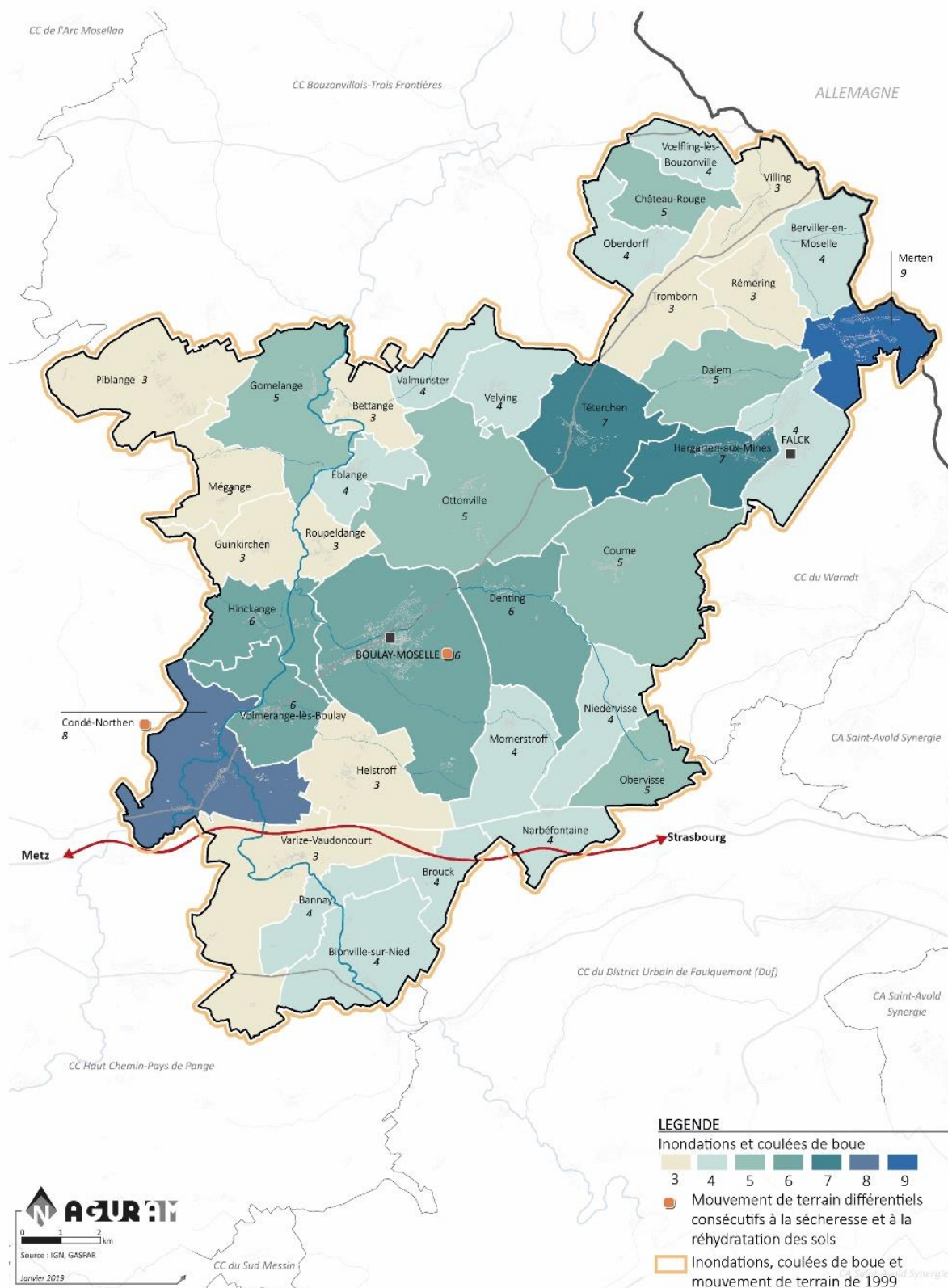
**La CCHPB est soumise à plusieurs risques ou aléas d'origine naturelle décrits dans les paragraphes qui suivent.**

**B.1. Les arrêtés de catastrophes naturelles**

---



**CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION**  
**ARRÊTÉS DE CATASTROPHES NATURELLES**



La base de Gestion Assistée des Procédures Administratives relatives aux Risques (GASPAR), mise à jour par les services instructeurs départementaux, recense les procédures de type « reconnaissance d'état de catastrophes naturelles », à la suite de leur parution au Journal Officiel.

Plusieurs arrêtés ont concerné le territoire de la CCHPB depuis une quarantaine d'années. Les communes de **Merten, Condé-Northen, Téterchen et Hargarten-aux-Mines** sont les plus touchées par le phénomène « inondations et coulées de boues ». À noter que **l'ensemble du territoire a été touché** par un phénomène « inondations, coulées de boues et mouvements de terrain » lors des **intempéries de décembre 1999**.

## B.2. Les inondations

- L'Atlas des Zones Inondables (AZI)

L'Atlas des zones inondables est élaboré par les services de l'Etat au niveau de chaque bassin hydrographique permettant la connaissance des phénomènes d'inondations susceptibles de se produire par débordement des cours d'eau (en fonction de la crue de référence). L'AZI n'a pas de caractère réglementaire direct mais constitue un élément de référence pour l'application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme, pour l'élaboration des plans de prévention des risques naturels et pour l'information des citoyens sur les risques.

- Le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI)

La CCHPB est incluse dans le périmètre du PGRI du district Rhin. La Directive « *Inondation* » du 23 octobre 2007 imposait en effet à chaque district hydrographique de se doter d'un PGRI avant fin 2015. **Il contient notamment des mesures visant à atteindre les objectifs de gestion du risque. Il a une portée directe sur les documents d'urbanisme, dont les SCoT et les PLU. Ce document a été approuvé pour la période 2016-2021.**

**Le paragraphe qui suit reprend les principales dispositions du PGRI :**

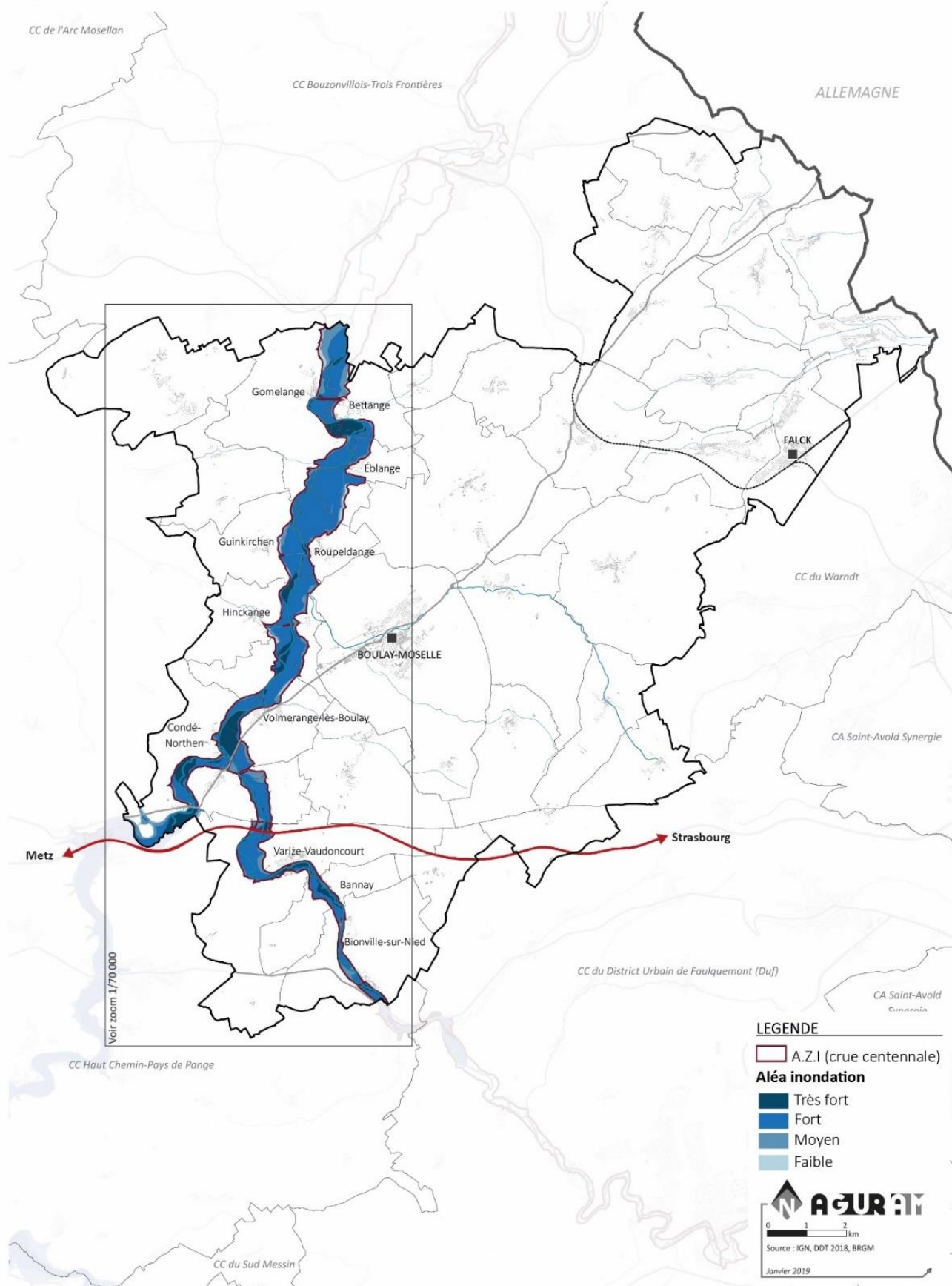
Les zones d'expansion des crues permettent de stocker un volume d'eau important durant les crues et leur préservation permet donc de limiter le risque d'inondation à l'amont et à l'aval.

Les dispositions du PGRI indiquent que :

- **Les zones d'expansion des crues** correspondant aux secteurs inondables non urbanisés, ont vocation à être préservées dans les documents d'urbanisme, pour la crue de référence, en y interdisant les constructions nouvelles, les remblaiements et les endiguements (sauf dérogation – voir disposition 21 du PGRI du district Rhin) ;
- **En zone d'aléa fort** pour la crue de référence (hauteur d'eau supérieure à 1 mètre), les constructions et aménagements nouveaux sont interdits (sauf dérogation – voir disposition 21 du PGRI) ;
- **La construction de nouveaux établissements sensibles** en zone inondable par la crue de référence doit être évitée ;
- **En secteur urbanisé, en zone d'aléa faible ou moyen** pour la crue de référence (hauteur d'eau inférieure à 1 mètre), l'urbanisation est possible, si elle n'est pas de nature à aggraver la vulnérabilité des personnes et des biens, sous réserve du respect des dispositions 27 et 28 du PGRI.

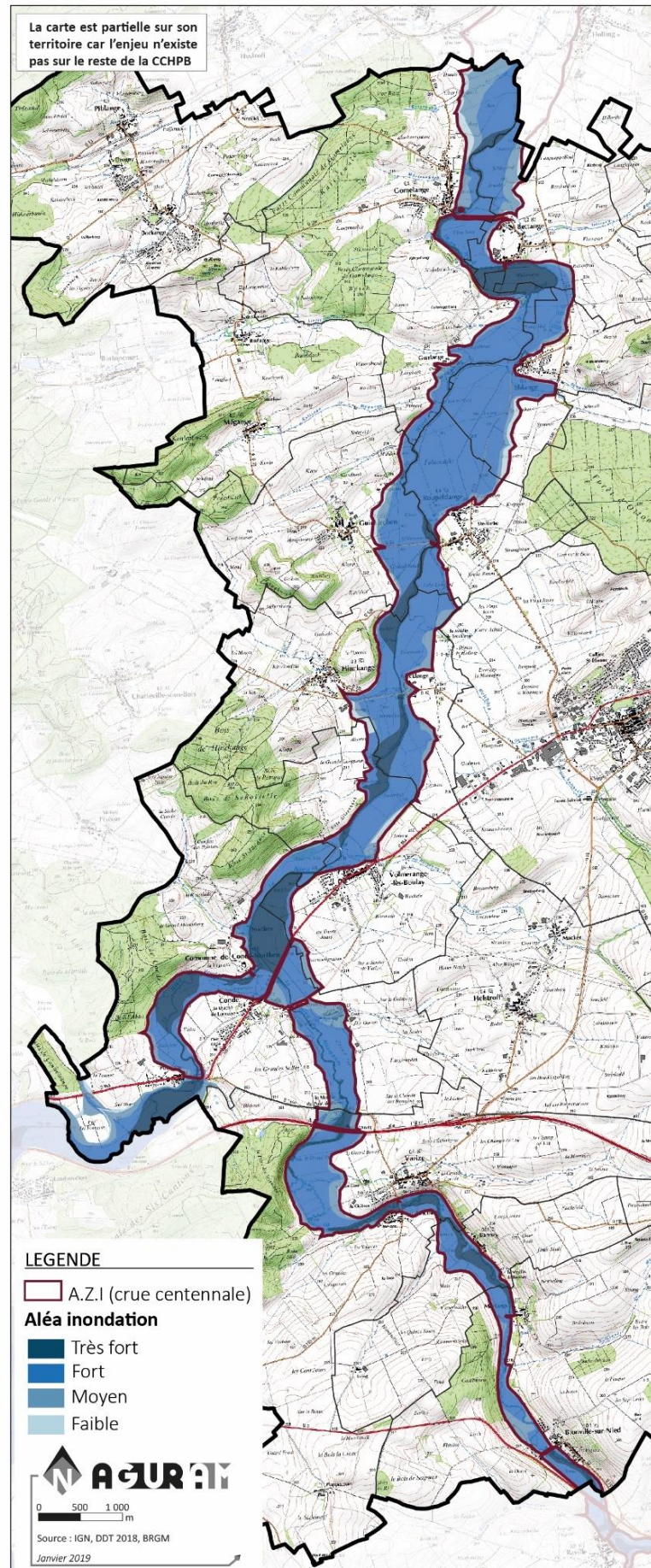


**CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION**  
**ALÉA INONDATION : ATLAS DES ZONES INONDABLES DES NIED**





**CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION**  
**ALÉA INONDATION : ATLAS DES ZONES INONDABLES DES NIED**



- Le Plan de Prévention des Risques inondations

**Les communes de Bionville-sur Nied, Bannay et Varize-Vaudoncourt, traversées par la Nied Allemande sont exposées au risque d'inondations par débordements et sont couvertes par un Plan de Prévention des Risques (PPR) naturels « inondations » approuvé par arrêté préfectoral le 29/09/2003.**

Dès son approbation par le Préfet, le PPR devient une servitude d'utilité publique (SUP) qu'il convient d'annexer aux PLUi conformément à l'article L126.1 du Code de l'urbanisme.

**Compte tenu des enjeux recensés et des aléas définis, le territoire se voit concerné par des Zones Rouge (Ri) du PPRI.** Elles correspondent à des secteurs naturels nécessaires à l'écoulement et au stockage des crues. Il s'agit également de la zone exposée au risque inondation le plus grave quelle que soit l'occupation du sol. Les crues exceptionnelles peuvent y être redoutables, notamment en raison des hauteurs d'eau atteintes. Dans ces zones, il est impératif de ne pas faire obstacle à l'écoulement des crues, afin de ne pas augmenter les risques en amont ou en aval et de les préserver d'une urbanisation nouvelle de nature à aggraver les effets des inondations et à augmenter la vulnérabilité.

**La zone rouge est inconstructible et des prescriptions s'imposent aux constructions et aménagements existants. Sont interdits** entre autres, « *Tout nouvel aménagement sous la cote de référence à des fins habitables et d'activités de quelque nature qu'elles soient* » ou « *Toute extension de l'emprise au sol de toute construction ou installation, à l'exception d'une extension limitée à 20 m<sup>2</sup> pour locaux à usages d'annexes, sanitaires, techniques ou de loisirs étant entendu que cette extension n'est autorisée qu'une seule fois* ».

**Certains secteurs de ces communes sont également concernés par des Zones Orange (O).** Elles correspondent à un **risque d'inondation modéré en zone urbaine**. Elles concernent les zones urbaines bâties exposées à un risque d'inondation modéré. Les constructions y sont autorisées sous réserve de respecter certaines conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation et des prescriptions s'imposent à l'existant.

Les **opérations** nécessitant une déclaration ou une autorisation au titre de la loi sur l'eau, ainsi que les constructions **d'équipements publics ou collectifs** feront l'objet de **mesures compensatoires** définies par le pétitionnaire et validées par le service en charge de la police de l'eau.

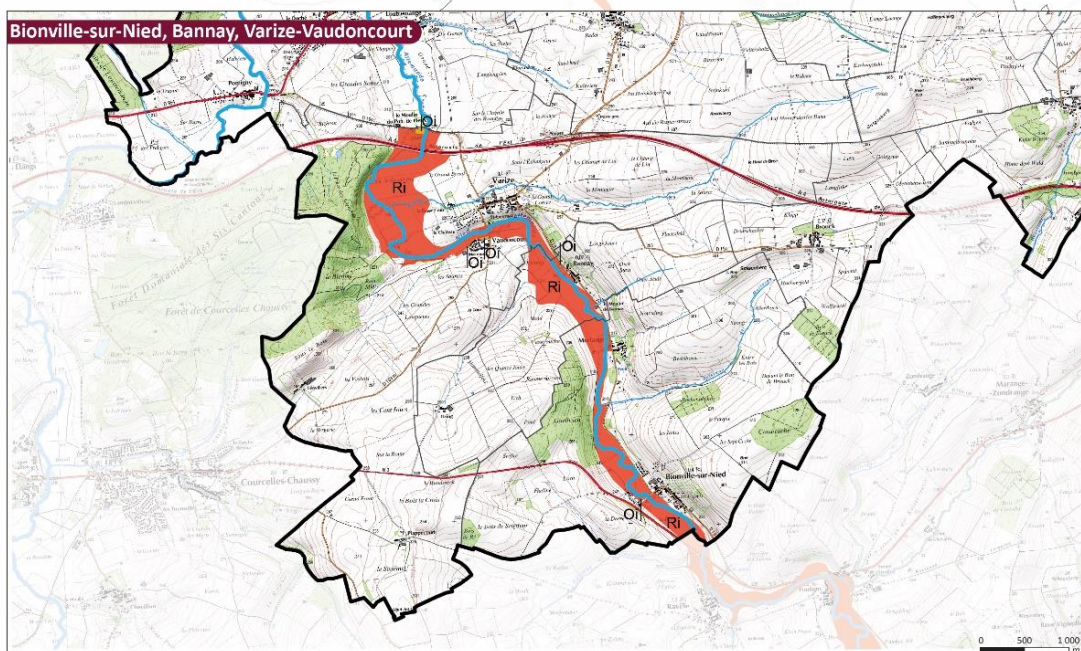
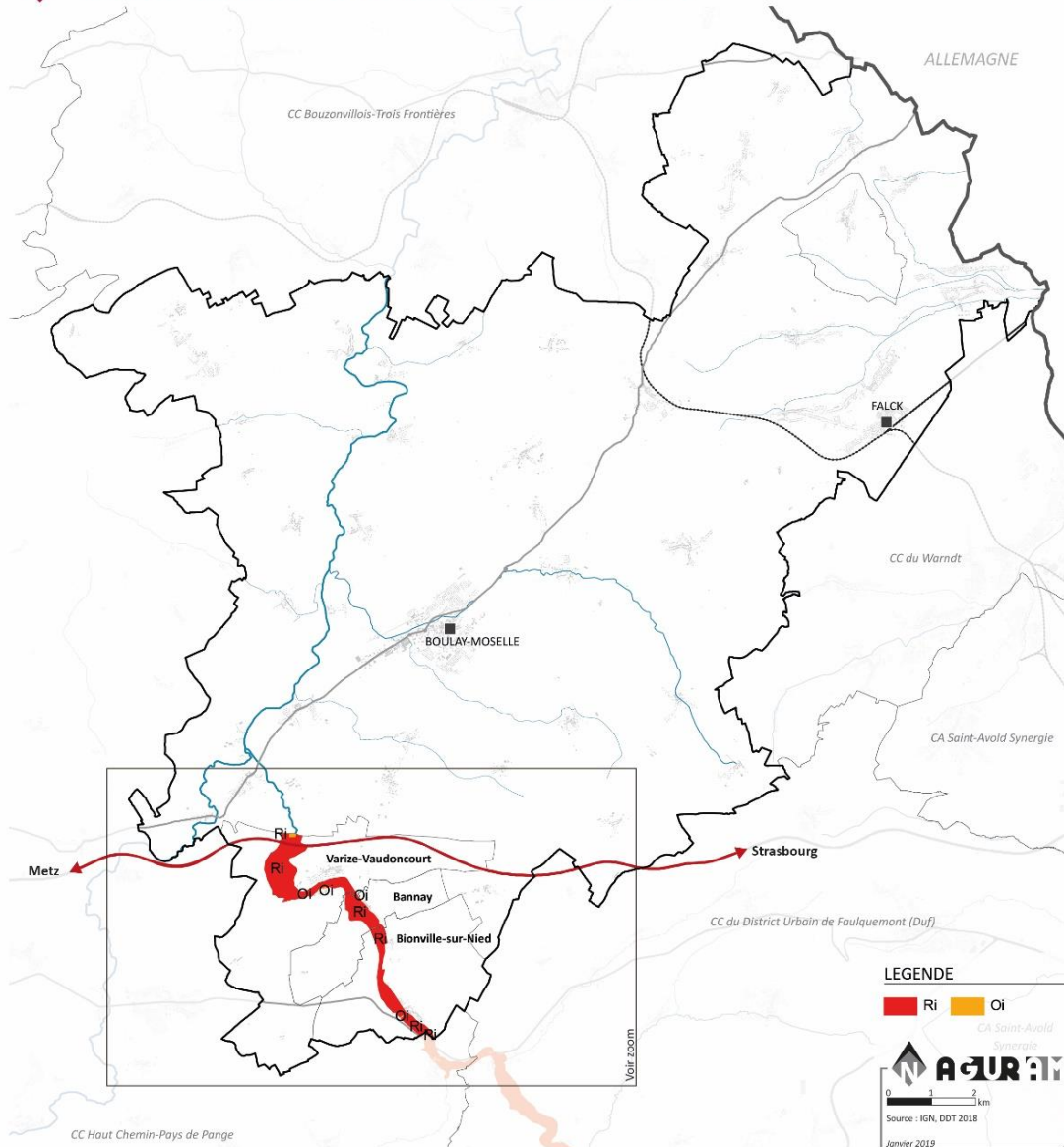
**Sont interdits** notamment, pour les biens et les activités actuelles « *tout nouvel aménagement sous la cote de référence à des fins habitables et d'activités de quelque nature qu'elles soient* » ou pour les biens et activités futures, les parkings extérieurs en déblais et « *Toute réalisation de remblaiement non nécessaire aux occupations du sol admises à l'article 2.2 entravant l'écoulement des crues et modifiant les périmètres exposés* ».

Les articles 1.3 et 2.2 du règlement du PPRI exposent en effet que certains travaux, aménagement ou constructions sont **admis sous condition** de respects des dispositions constructives, notamment de non-aggravation des risques. Sont concernés entre autres, « *la reconstruction (...) de tout édifices implantés antérieurement à l'approbation du présent plan* », « *les travaux usuels d'entretien et de gestion normaux de biens et activités implantés antérieurement à l'approbation du présent plan* », les équipements nécessaires au fonctionnement des services publics ou les infrastructures publiques de transport.

**Sur l'ensemble du territoire, l'infiltration des eaux pluviales et/ou le stockage et la réutilisation des eaux pluviales et/ou la limitation des débits de rejet dans les cours d'eau sont vivement recommandés, dès lors que cela n'apparaît pas impossible ou inopportun d'un point de vue technique ou économique.**



**CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS / RAPPORT DE PRÉSENTATION**  
**PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES - INONDATION**



• Les remontées de nappes

Consécutif à l'**arrêt des exhaures minières** (pompage des eaux dans les exploitations souterraines ou adjacentes aux mines) dans le Bassin Houiller et à la diminution des prélèvements en eau industrielle et en eau potable, des remontées de nappes sont engendrées par la recharge progressive de la nappe des Grès du Trias. Ce phénomène a déjà causé des premiers dégâts dans certaines communes du secteur ouest du Bassin Houiller (traces d'humidité dans les bâtiments, moisissures, inondations des sous-sols...).

**La remontée de nappe :**

- Est un phénomène dont les manifestations peuvent prendre beaucoup de temps avant d'apparaître, avec une difficulté à anticiper leur survenance ;
- Se manifeste par des infiltrations dans les parties enterrées des ouvrages et des constructions (fondations, sous-sols, réseaux secs ou d'évacuation des eaux) ;
- Se caractérise par la longue durée durant laquelle elle affecte le site, plusieurs semaines, voire plusieurs mois, avec une décrue très lente et en corollaire de longues périodes de nuisances ;
- Génère des nuisances par l'humidité des locaux, l'ennoyage des parties enterrées, l'exercice de poussées qui peuvent affecter la structure et la solidité des ouvrages (fondations, dallages, réseaux enterrés) jusqu'à menacer leur pérennité.

**Plusieurs communes de la CCHPB sont concernées par le risque inondation par remontées de nappes sur leur zone urbanisée actuelle : Dalem, Falck, Hargarten-aux-Mines et Merten. D'autres communes sont concernées également par les remontées de nappes, mais ne sont pas exposées sur leur zone urbanisée actuelle : Berviller-en-Moselle, Coume, Rémering.**

Au regard du phénomène de remontées de nappes, un plan de prévention des risques naturels (pour le risque inondation – PPRI) sera prochainement élaboré. Une fois approuvé, il aura valeur de servitude d'utilité publique et devra être annexé au document d'urbanisme.

D'après les services de l'Etat, les PPR devraient être prescrits en 2019 et leur approbation est attendue pour 2020 (échange avec les services de l'Etat en janvier 2019).

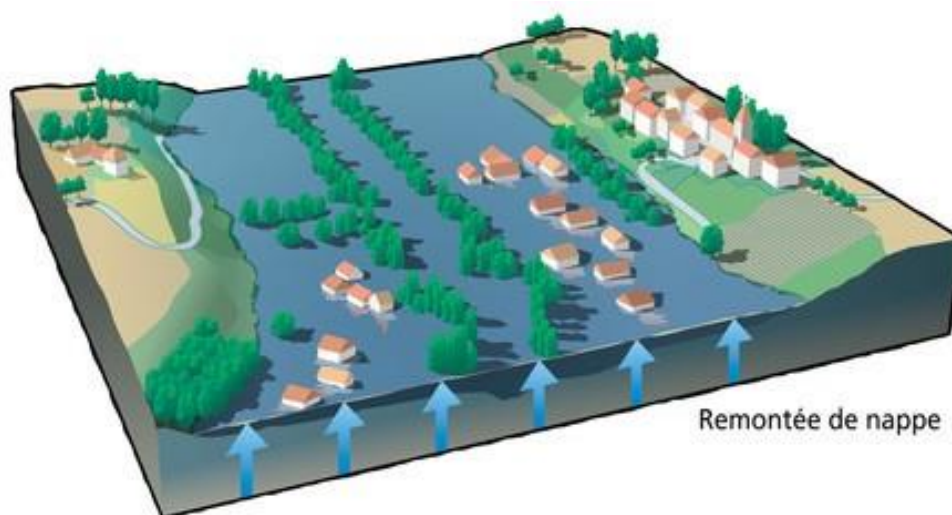
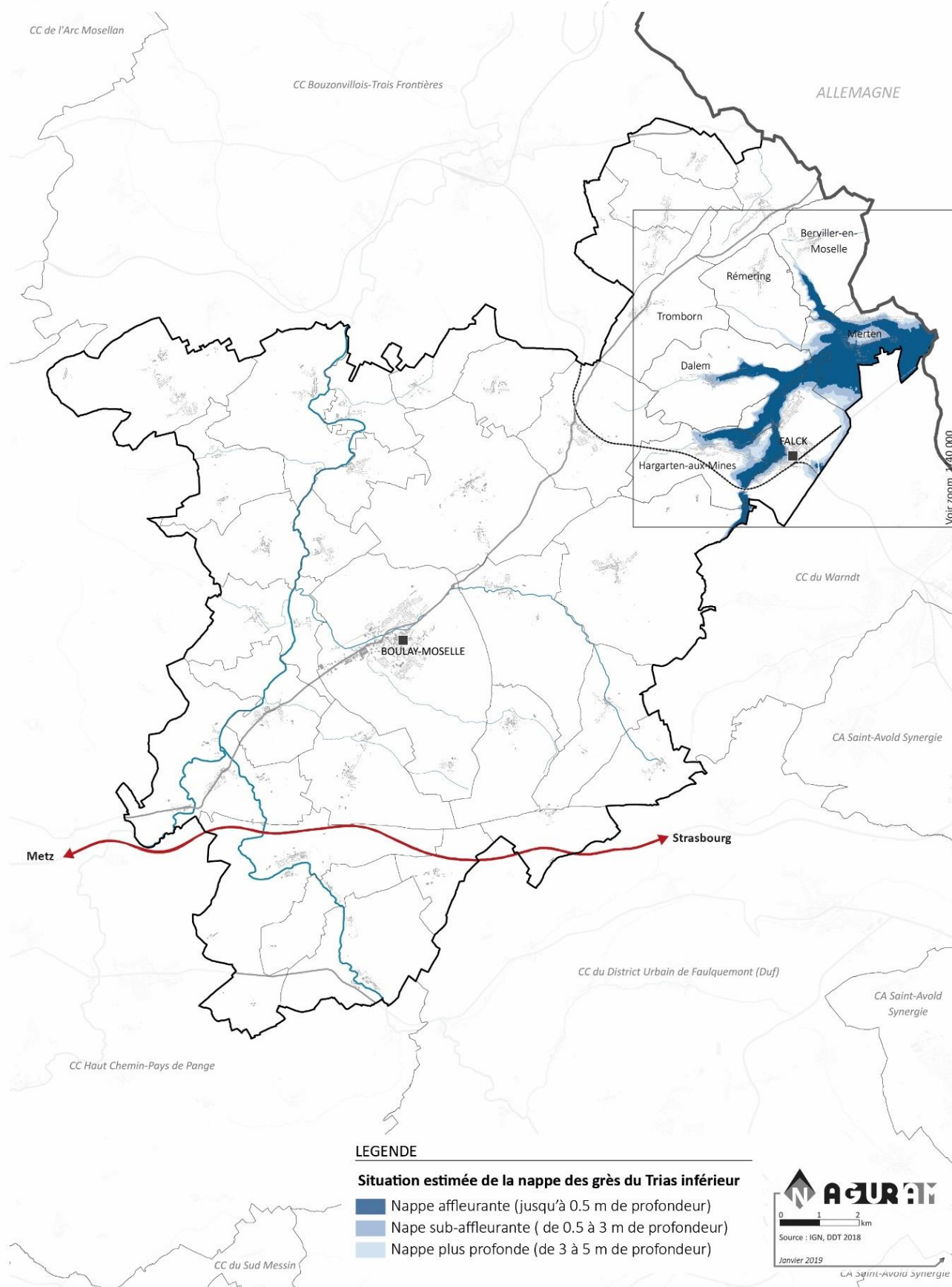


ILLUSTRATION DU PHENOMENE DE REMONTEE DE NAPPE (SANS VOLET MINIER)



**CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION**

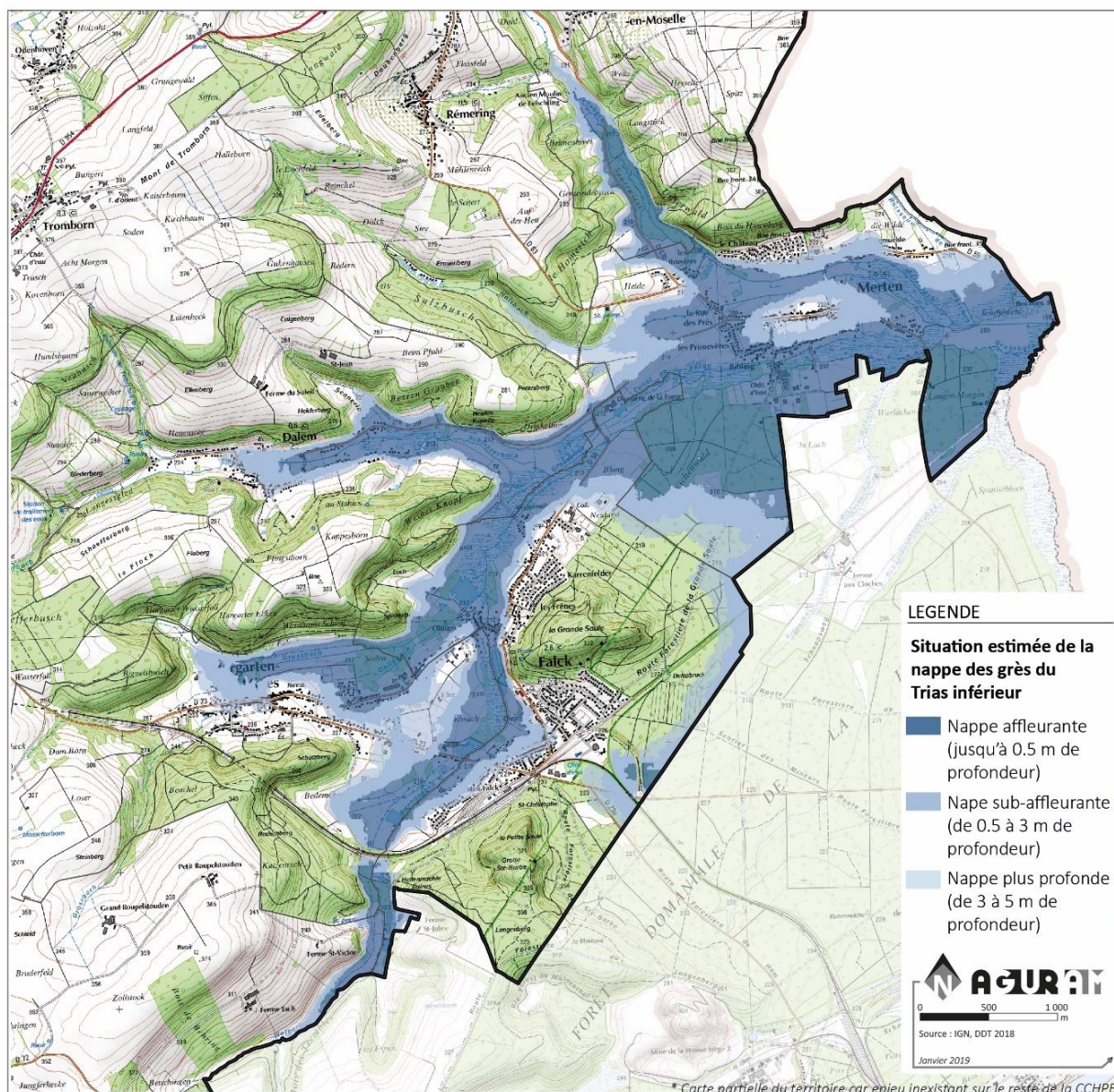
**ZONES SOUMISES À LA REMONTÉE DES NAPPES DANS LE BASSIN HOUILLER LORRAIN**





**CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION**

**ZONES SOUMISES À LA REMONTÉE DES NAPPES DANS LE BASSIN HOUILLER LORRAIN**



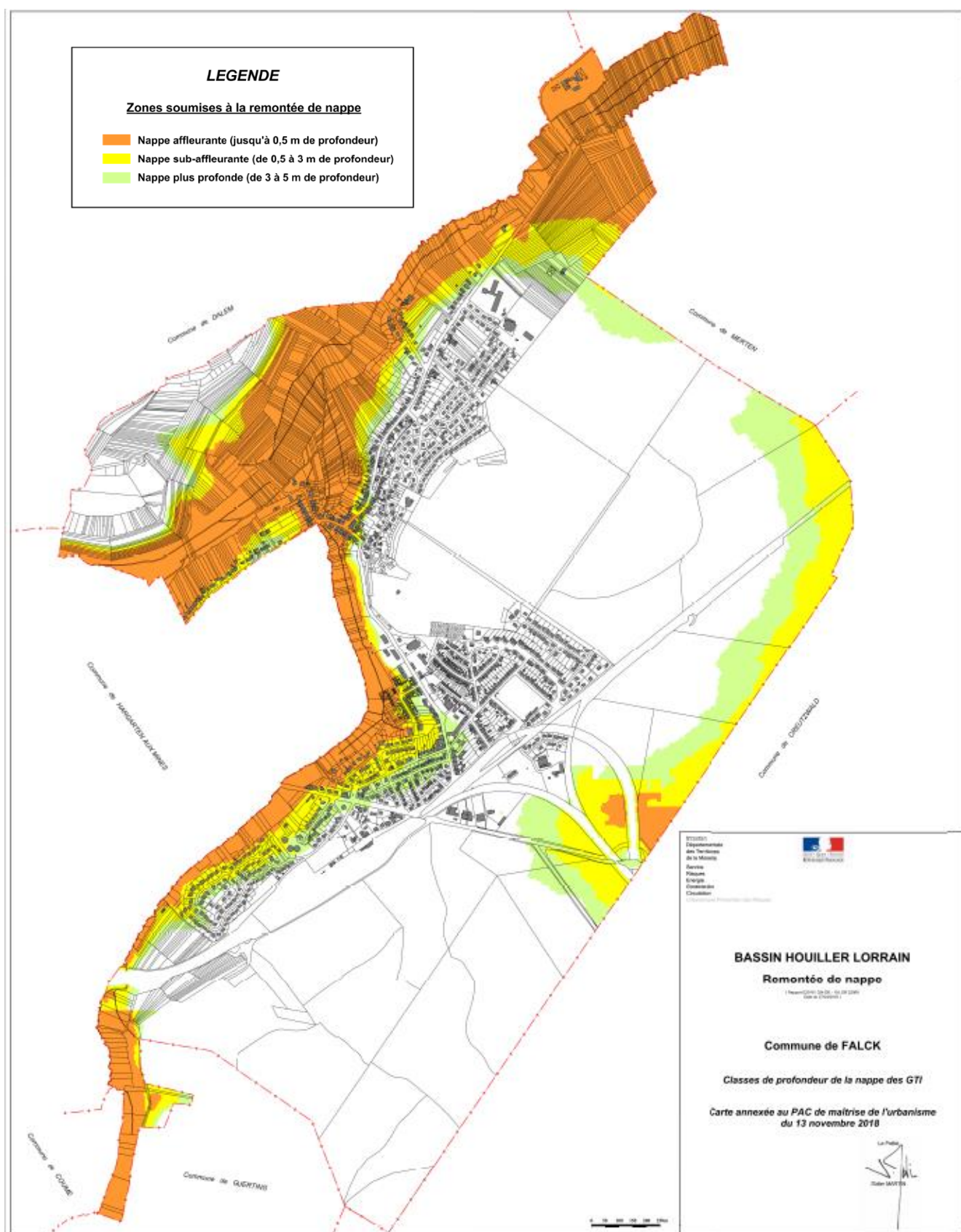
Dans l'attente du PPRI, les prescriptions du « **Porter à Connaissance** » de l'Etat du **13 novembre 2018** sont à minima, les limitations au droit de construire à appliquer.

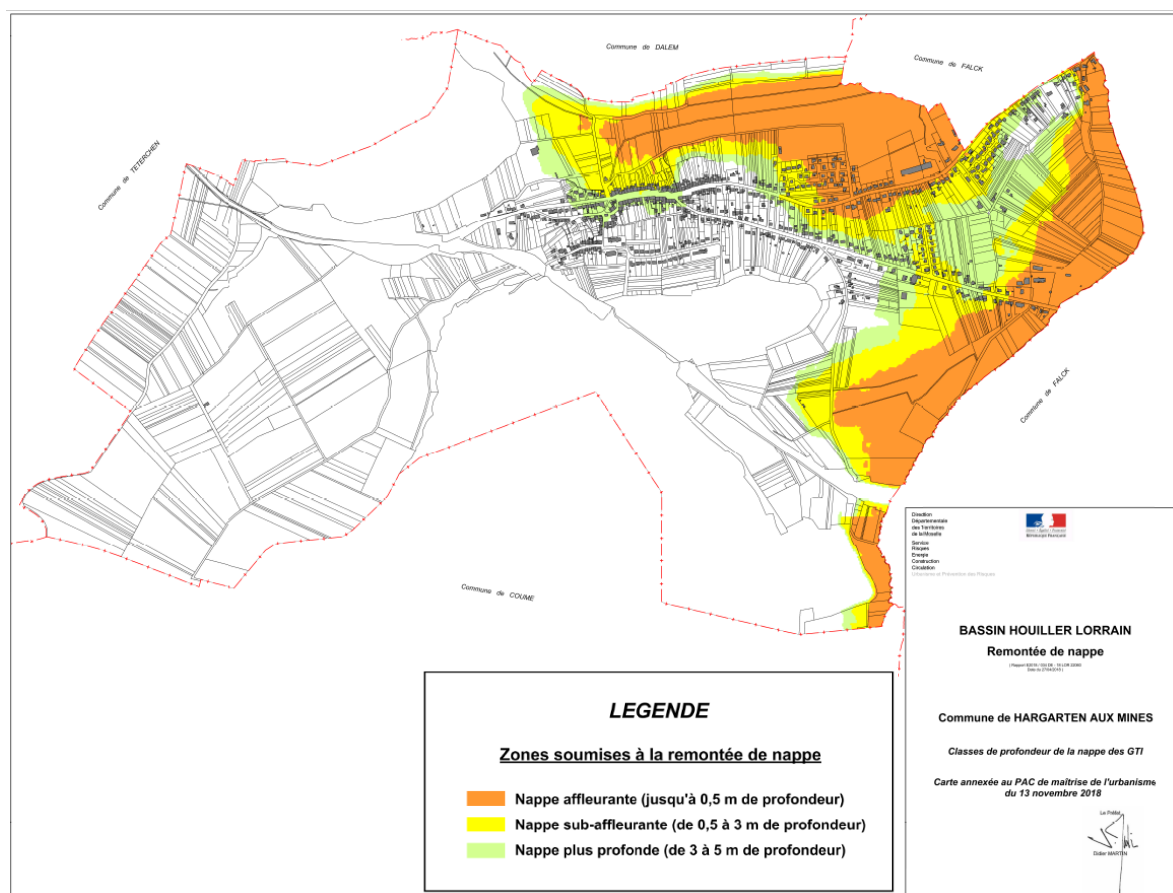
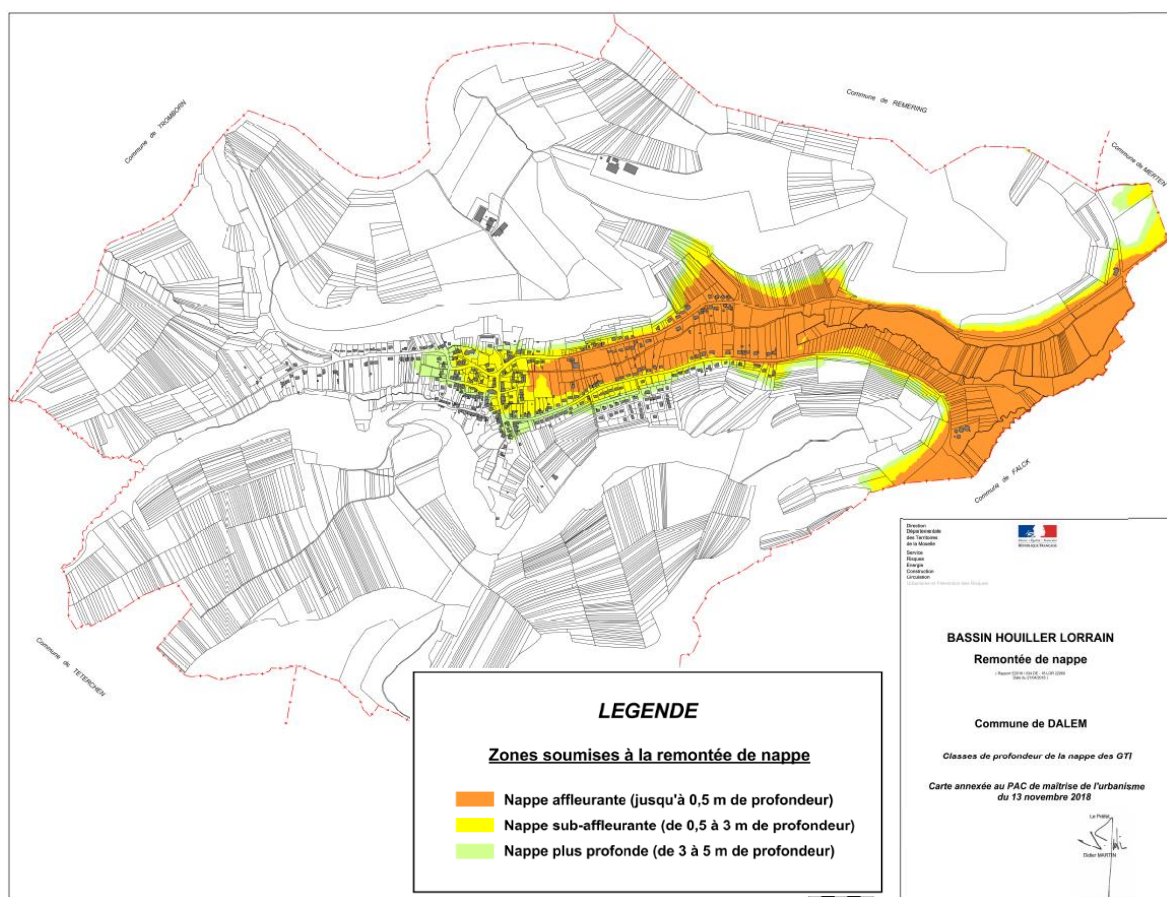
Une première étude avait ainsi été réalisée par GEODERIS en 2015, poursuivie en 2018, afin de **caractériser plus précisément le phénomène sur les secteurs concernés du bassin houiller**.

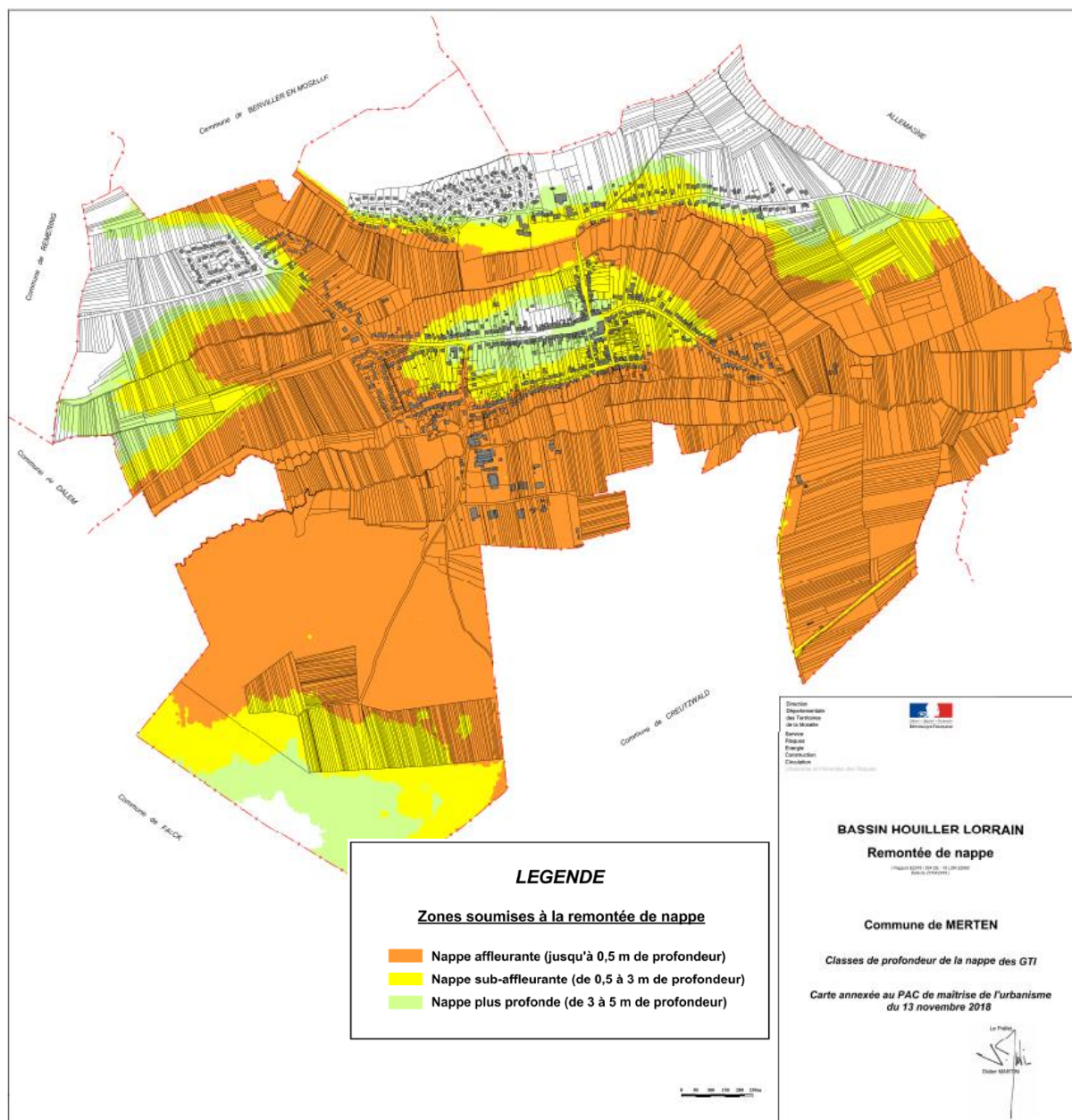
Les cartes de cette dernière étude se substituant à celles de l'étude 2015. On retrouve ainsi :

- Des zones à risque fort (zones orange sur les cartes) correspondant à la zone où la nappe sera à terme affleurante, voire artésienne ;
- Des zones à risque élevé (zones jaune) correspondant à la zone où la nappe sera à terme sub-affleurante ;
- Des zones à risque faible (zones verte) correspondant à la zone où la nappe sera à terme plus profonde.

**Communes concernées par le risque sur leur zone urbanisée actuelle (annexes du PAC 2018) :**







● Le risque rupture de digue

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs pour la Moselle, une digue **est un ouvrage destiné à empêcher l'eau d'envahir une zone d'habitation**, industrielle, agricole, etc. Il existe :

- Des digues de rivière canalisée ;
- Des digues ceinturant un lotissement ;
- Des digues sèches : qui ne sont pas au contact de l'eau sauf en cas de crues ;
- Des digues humides : retenues d'eau.

La rupture d'une digue provoque une onde de crue, elle dépend notamment du type d'ouvrage (le long du lit mineur ou dans le lit majeur d'un cours d'eau) et des sollicitations auxquelles il est soumis (affouillements, crues, fousseurs, végétation). Elle se manifeste généralement en période de crue.

**Les digues sont aujourd'hui classées en quatre catégories en fonction de leurs caractéristiques géométriques et de la population protégée : D, C, B et A auxquelles s'appliquent des contraintes croissantes.**

Sur la base de la circulaire du 30 avril 2002 relative à la politique de l'état en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines qui est applicable en matière de maîtrise de l'urbanisme aux abords des digues en Moselle, il convient d'afficher clairement l'aléa et le risque lié soit au dépassement de l'inondation pour laquelle la digue a été conçue soit au dysfonctionnement de l'ouvrage.

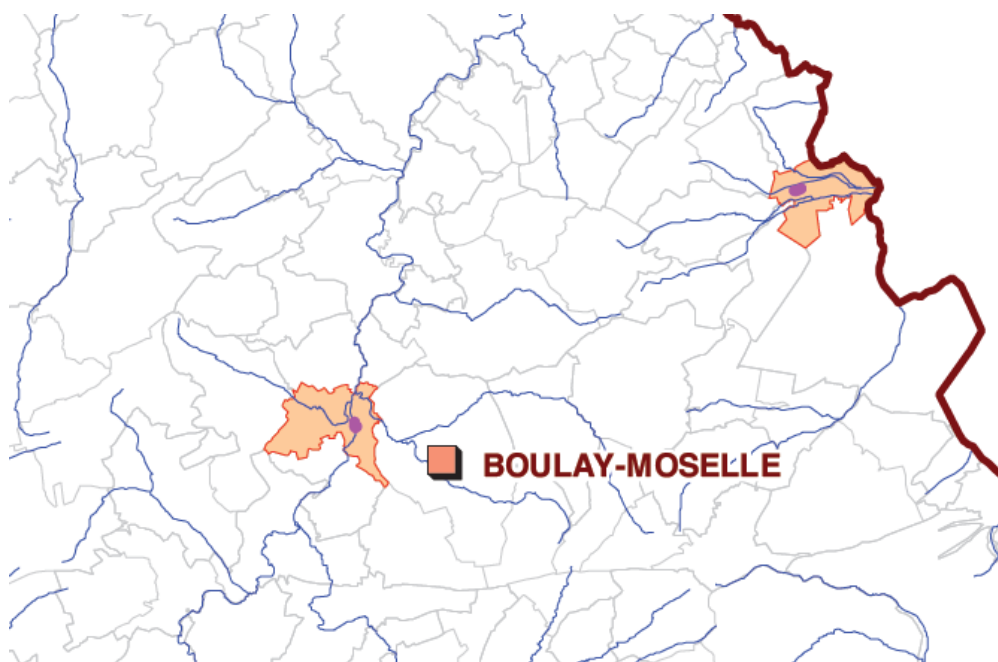
**En conséquence :**

- **Dans les secteurs déjà urbanisés**, des constructions peuvent être autorisées si elles ne sont pas situées dans des zones où l'aléa représente une menace pour les vies humaines particulièrement à proximité immédiate des ouvrages pouvant subir l'impact d'une rupture ou d'une submersion et dans les zones d'écoulement préférentiel des déversoirs de digues ;
- **Les implantations** sensibles devront être refusées ;
- **Pour les constructions éventuellement autorisées**, le niveau des planchers habitables devra être situé hors crues ;
- **En dehors des secteurs déjà construits**, le principe qui consiste à contrôler strictement l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues et à préserver les capacités d'écoulement pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont ou en aval devra être appliqué.

Deux communes sont concernées par le risque rupture de digue sur le territoire de la CCHPB : Hinckange et Merten.

Commune	Zone protégée	Digue	Population	Classe	Rivière
Hinckange	Brecklange	Brecklange (Hinckange)	10-100	C	Nied
Merten	Merten (lotissement Les primevères)	Merten	10-100	C	Raubach

*Source : DDRM 2011*



*Source : Source : DDRM 2011*

### B.3. Risque mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est un phénomène se caractérisant par un déplacement du sol ou du sous-sol sous l'effet de facteurs naturels ou anthropiques. Il se manifeste de diverses manières, lentes, voire continues (retrait-gonflement des argiles, glissements de terrain, tassements et affaissements de sols) ou rapides (effondrements de cavités souterraines naturelles ou artificielles, écroulements et chutes de blocs etc.), en fonction des mécanismes initiateurs, des matériaux considérés et de leur structure.

**Bien que la Communauté de Communes ne soit pas couverte par des PPR Mouvement de terrain, certaines communes sont néanmoins concernées par un risque mouvement de terrain.**

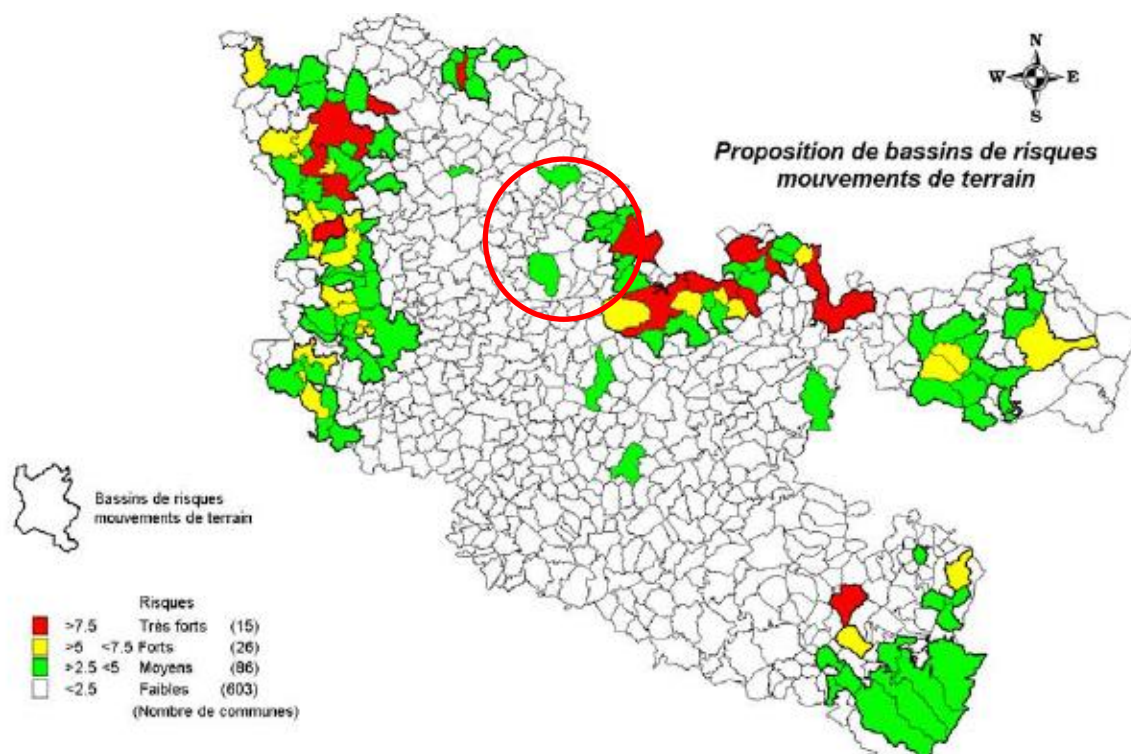
**Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM)** a recensé les phénomènes avérés de types glissements de terrain, éboulements, effondrements, coulées de boue et érosions de berges sur le territoire français dans le cadre de la prévention des risques naturels mise en place depuis 1981. On recense plusieurs de ces phénomènes sur le territoire de la CCHPB :

Commune	ID	Type mouvement de terrain	Lieu-dit	Date
Berviller-en-Moselle	65700035	Effondrement	Lotissement au nord-ouest du village	-
	65700147	Effondrement		-
	65700033	Effondrement	Langmark	-
	65700034	Effondrement	Langstuck	-
	11506901	Effondrement		-
Coume	11515401	Effondrement	Bois de Coume à proximité d'un chemin	01/01/1985
Merten	65700044	Effondrement	17 rue du Château	01/03/2009
	65700149	Effondrement		
	11546002	Effondrement	RD 55 / rue des Ecoles	14/06/2000
	11546003	Effondrement	RD 55G / rue de la Houve	14/06/2000
Niedervisse	65700152	Effondrement	-	-
Rémering	65700148	Effondrement	-	01/01/1985
	11557001	Effondrement	-	
Velving	11570501	Glissement	-	16/06/2000
Villing	65700124	Glissement	Au nord de la DR954	01/01/1920
	11572001	Effondrement	Localisation précisée par l'enquête commune 2010	-

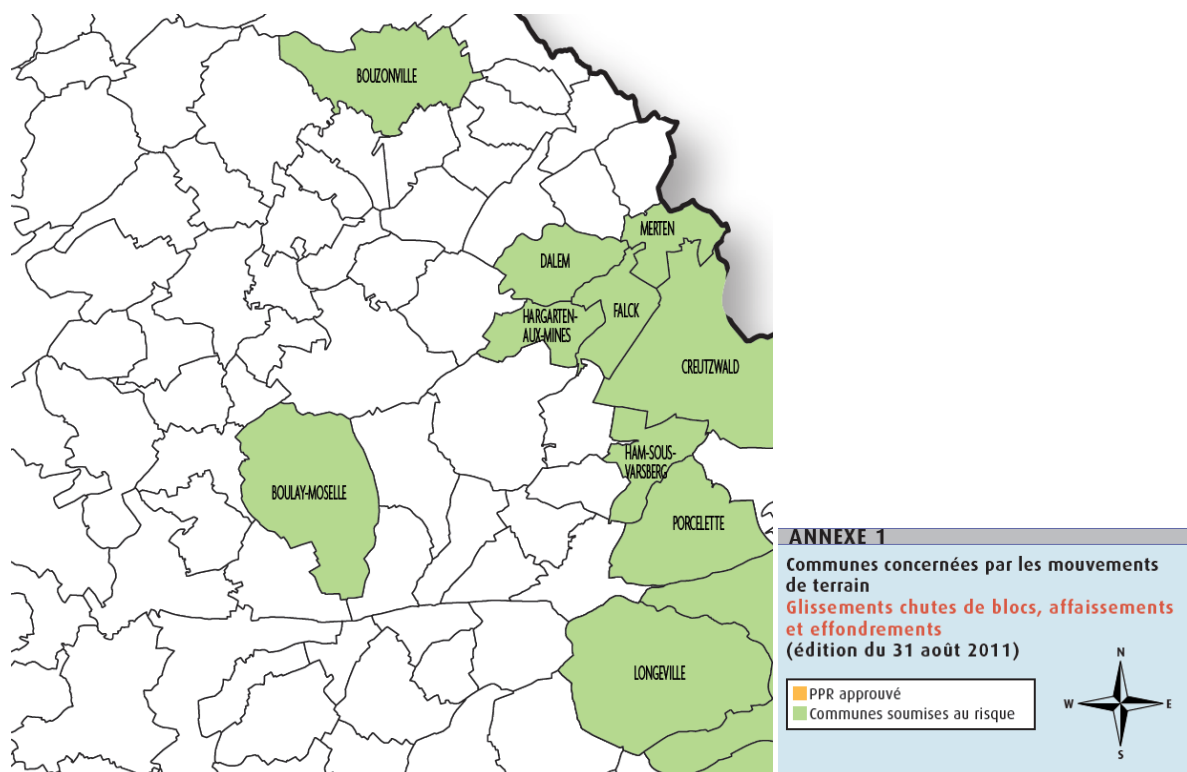
*Source : BRGM*

Les communes de Berviller-en-Moselle, Dalem, Falck, Hargarten-aux-Mines et Merten sont concernées par un **aléa mouvement de terrain** (DREAL Grand Est).

**L'étude sur les bassins des risques en Moselle de 2002** menée par le BRGM et le **Dossier Départemental des Risques Majeurs** (2011) indiquent également que certaines communes du territoire sont propices aux mouvements de terrain : Boulay-Moselle, Falck, Merten, Hargarten-aux-Mines et Dalem y sont classées à **risque Moyen**.



Source : Etude sur les bassins des risques en Moselle, 2002



Source : Dossier Départemental des Risques Majeurs, 2011

Les études mentionnées ci-dessus constituent des outils destinés à attirer l'attention des différents aménageurs, qu'ils soient publics ou privés, sur les conséquences des décisions qu'ils pourraient prétendre en matière d'occupation du sol. **Le Code de l'Urbanisme impose, dans les PLUi, la prise en compte des risques. Les documents d'urbanisme doivent en effet permettre de refuser ou d'accepter sous certaines conditions un permis de construire dans des zones soumises au risque mouvements de terrain.**



CC Bouzonvillois-Trois Frontières

ALLEMAGNE

Villing

1982-02-05

Berviller-en-Moselle

1920-01-01

1985-01-01

Réméring

2009-09-01

2000-06-14

2000-06-14

Merten

FALCK

Coume

1985-01-01

CC du Warndt

CA Saint-Avold Synergie

CC du District Urbain de Faulquemont (Duff)

BOULAY-MOSELLE

Metz

Strasbourg

0 1 2 km

Source : IGN, BRGM 2018

Janvier 2019

**AGUR 31**

**LEGENDE**

Type de mouvement de terrain

- Effondrement
- Glissement de terrain

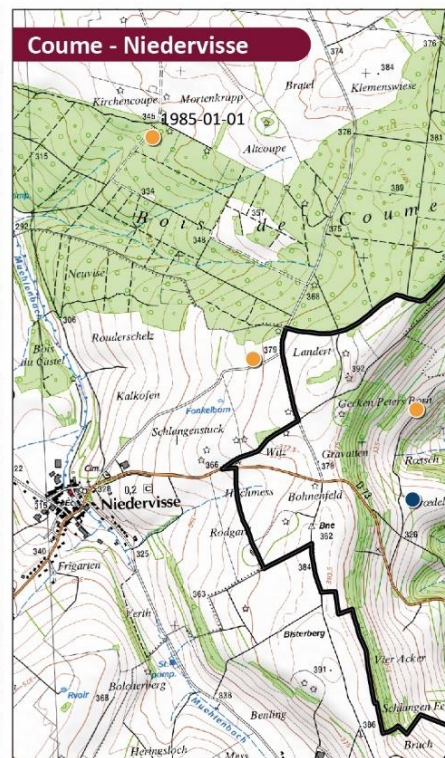
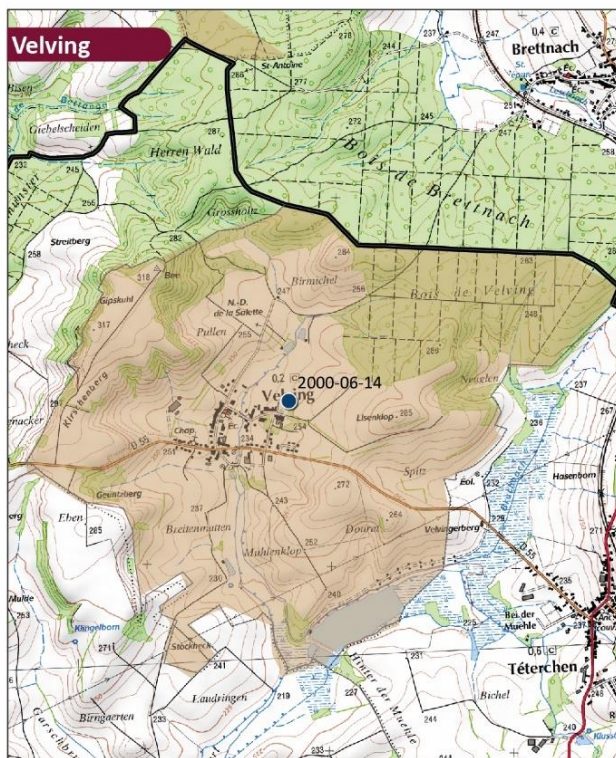
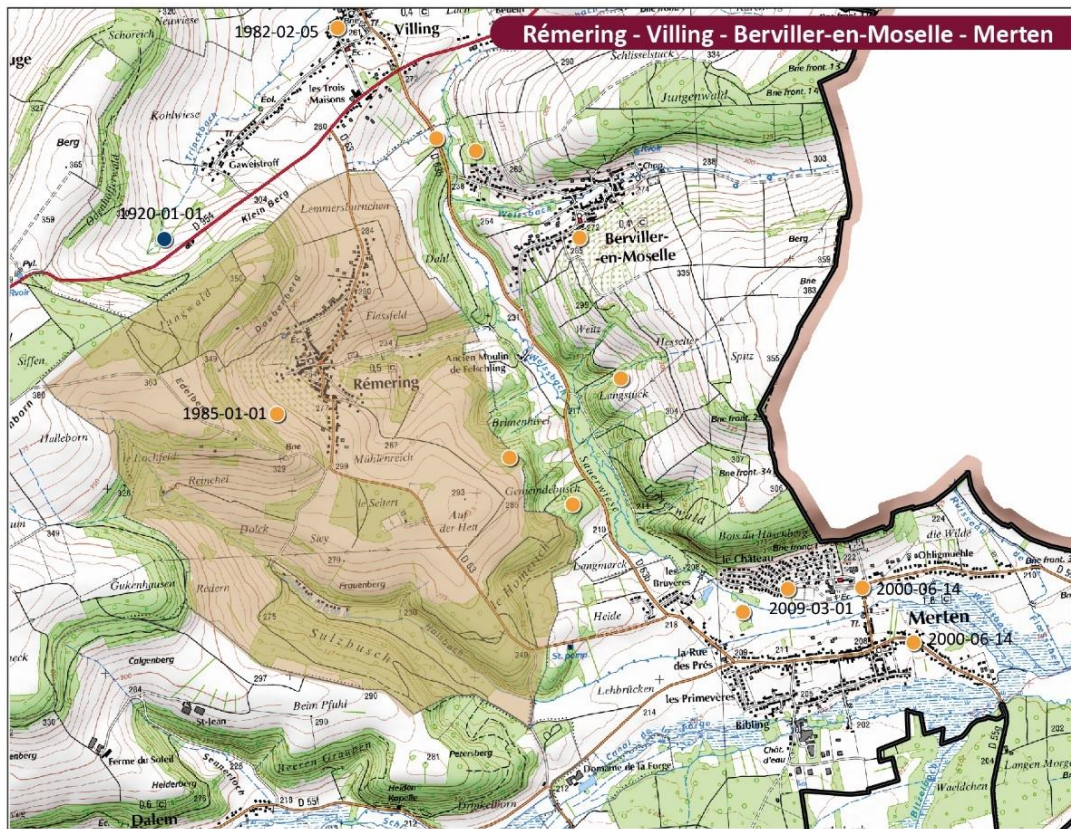
Mouvement de terrain non localisé

- Communes



## CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION

### ÉVÉNEMENTS MOUVEMENTS DE TERRAIN



#### LEGENDE

Type de mouvement de terrain

- Effondrement
- Glissement de terrain

Mouvement de terrain non localisé

■ Communes

\* Carte partielle du territoire car enjeu inexistant sur le reste de la CCHPB

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles se manifeste dans les sols argileux et est lié aux variations en eau du terrain. Lors des périodes de sécheresse, le manque d'eau entraîne un tassement irrégulier du sol en surface : on parle de retrait. À l'inverse, un nouvel apport d'eau dans ces terrains produit un phénomène de gonflement. La quasi-totalité du territoire de la CCHPB **est concernée par un aléa retrait-gonflement d'argile faible**. Seules les communes de **Piblangue et Varize-Vaudoncourt** possèdent des secteurs **d'aléa moyen**, en dehors des zones urbanisées.



## B.5. Les cavités souterraines

### 135 cavités souterraines sont recensées sur le territoire de la CCHPB.

Les cavités souterraines peuvent être :

- Soit liées uniquement à des **mécanismes naturels**, comme par exemple la dissolution de matériaux solubles (calcaire, sel, gypse, etc.) d'où le phénomène de karstification (grottes, avens, boyaux...) dont la rapidité et l'importance dépendent du contexte hydrologique ;
- Soit consécutives à des **travaux de l'Homme**, comme les carrières anciennement exploitées ou abandonnées, mais également les anciens ouvrages militaires souterrains.

On retrouve **une quarantaine de cavités souterraines naturelles** sur le territoire de la Communauté de communes, dont un grand nombre à **Brouck, Ottonville et Coume**. Les phénomènes associés à la présence de ces cavités sont l'affaissement, l'effondrement localisé et l'effondrement généralisé.

**Des zones d'aléa sont associées à la présence de cavités souterraines afin de réduire le risque de dégâts. À Merten, Ottonville et Gomelange, ces zones d'aléa concernent des secteurs bâtis. Une attention particulière doit donc être portée sur ces secteurs et sur les secteurs non bâtis concernés par des zones d'aléa en cas de projet à proximité.**

Commune	Nombre de cavités	Commune	Nombre de cavités
Bionville-sur-Nied	2	Merten	2
Boulay-Moselle	6	Narbéfontaine	2
Brouck	26	Niedervisse	7
Château-Rouge	1	Oberdorff	6
Coume	19	Obervisse	7
Dalem	1	Ottonville	21
Denting	9	Piblange	2
Eblange	8	Téterchen	1
Falck	1	Valmunster	1
Gomelange	5	Velving	1
Hargarten-aux-Mines	2	Volmerange-lès-Boulay	1
Mégange	4	<b>135</b>	

*Source : BRGM 2018*

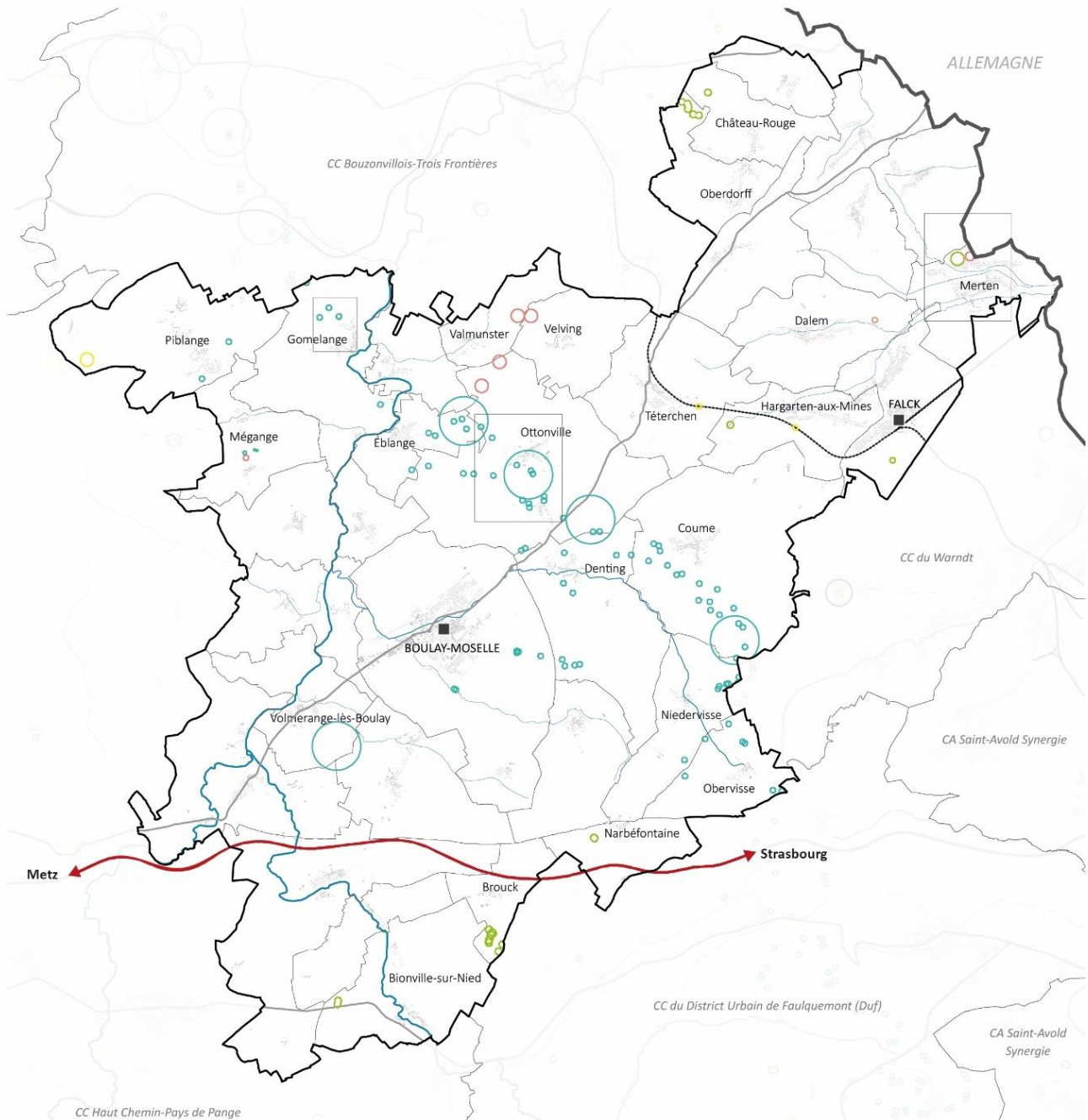
## B.6. Le risque sismique

La France dispose depuis le 24 octobre 2010 d'une nouvelle réglementation parasismique, entérinée par la parution au Journal Officiel de deux décrets sur le nouveau zonage sismique national et d'un arrêté fixant les règles de construction parasismique à utiliser pour les bâtiments sur le territoire national. La CCHPB, comme la quasi-intégralité du Département de la Moselle, est classée en zone 1 (sur 5). Il s'agit de la catégorie « *sismicité très faible* ». Il n'y pas de prescription particulière pour les nouvelles constructions dans la zone 1. La base de données SISFRANCE du BRGM n'identifie aucun séisme qui ait été ressenti sur la CCHPB.



## CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION

### CAVITÉS SOUTERRAINES



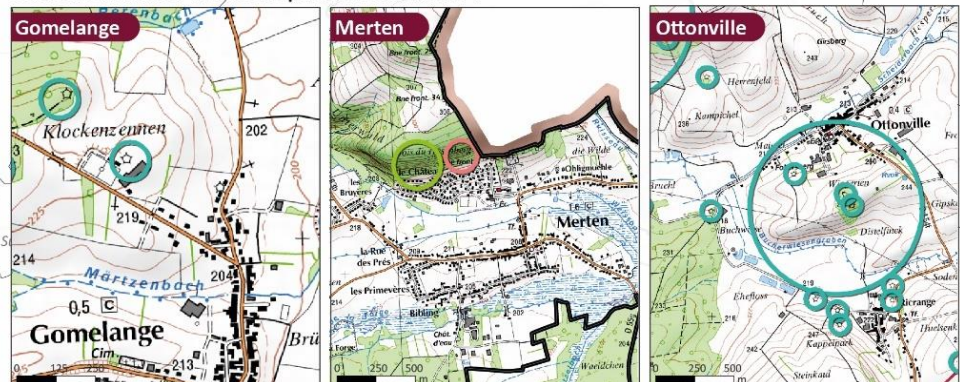
#### LEGENDE

##### Zone d'aléa

- Carrière
- Cavité naturelle
- Cave
- Ouvrage militaire
- Ouvrage civil
- Cavité indéterminée



#### Secteurs urbanisés concernés par une zone d'aléa :



## B.7. Les sites et sols pollués

### ◆ Les sites BASOL

La base de données **BASOL** sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. Ces sites font ainsi l'objet de mesures de gestion pour prévenir les risques pour les populations riveraines et les atteintes à l'environnement. **3 sites** connus sont recensés sur la base de données BASOL.

Sites BASOL			
Commune	Nom usuel du site	Adresse	Code activité ICPE
Boulay-Moselle	Garage Transfer	Rue du général Rascas	H - Mécanique, traitements des surfaces
	SIB ADR	50 rue du capitaine Maillard	-
Merten	MIM	6 rue de la Forêt	H13- Traitement de surface

### ◆ Les sites BASIAS

Le site Internet **BASIAS** (Banque de Données d'Anciens Sites Industriels et Activité de Services) répertorie les sites, en activité ou non, pouvant avoir occasionné une pollution des sols, dans le cadre de l'Inventaire Historique Régional (IHR). Sur le territoire de la CCHPB, **des sites sont ainsi référencés**. Il est à noter que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS, ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.

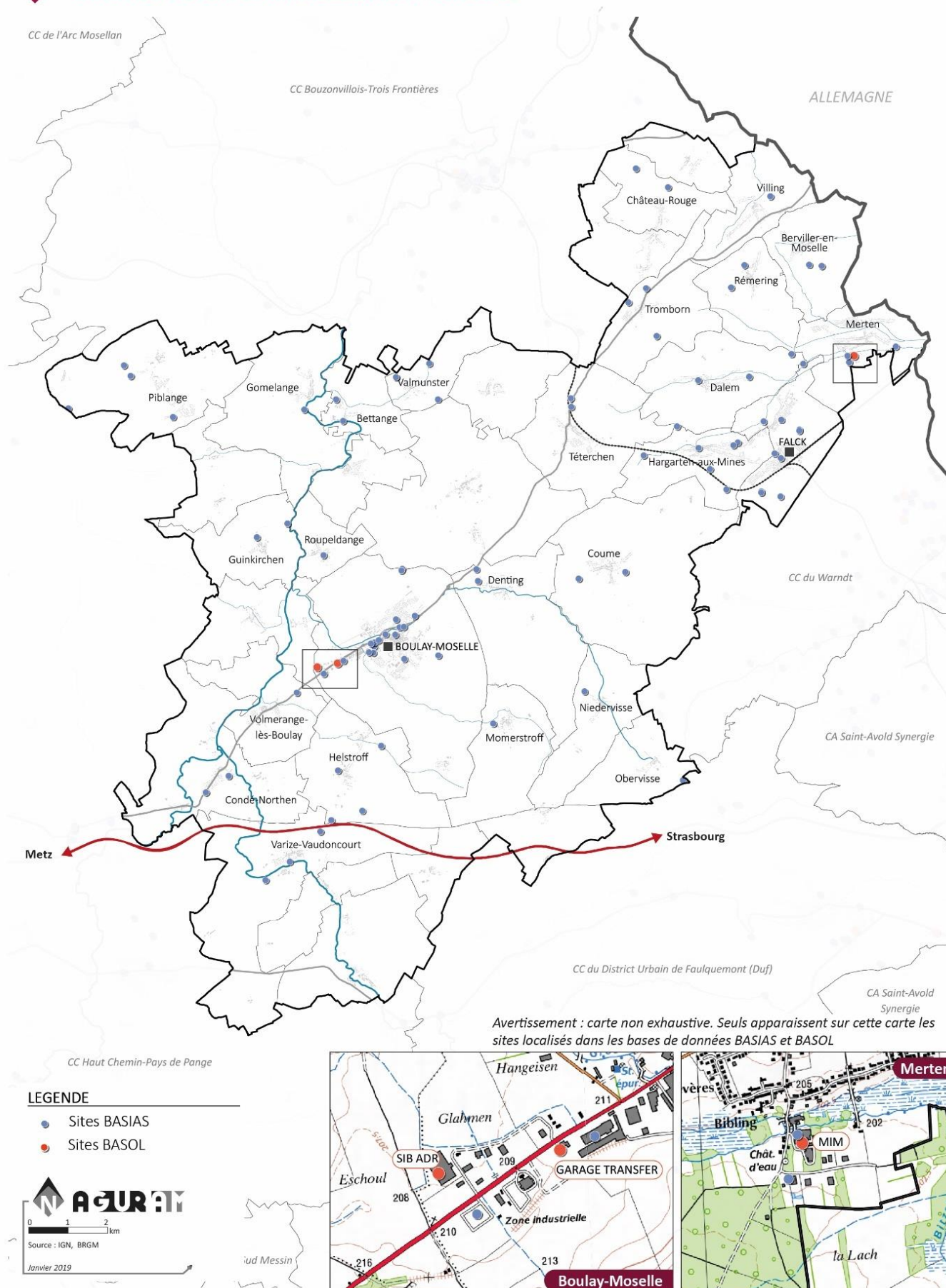
Communes	Nombre de sites BASIAS	Communes	Nombre de sites BASIAS
Berviller-en-Moselle	4	Helstroff	5
Bettange	2	Merten	4
Bionville-sur-Nied	2	Momerstroff	1
Boulay-Moselle	47	Niedervisse	1
Château-Rouge	2	Obervisse	1
Condé-Northen	2	Piblange	5
Coume	2	Rémering	2
Dalem	3	Roupeldange	1
Denting	2	Téterchen	2
Eblange	1	Tromborn	4
Falck	11	Valmunster	5
Gomelange	1	Varize	3
Guinkirchen	2	Velving	2
Hargarten-aux-Mines	12	Villing	1

La carte qui suit permet de localiser les principaux sites concernés par une pollution ou une pollution potentielle. Tous les sites n'étant pas localisés, cette carte n'est pas exhaustive. Par ailleurs, il est probable que des sites pollués ou potentiellement pollués ne soient pas identifiés dans les bases de données utilisées.



## CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION

### SITES ET SOLS POTENTIELLEMENT POLLUÉS



◆ Les Secteurs d'information sur les Sols (SIS)

L'article L.125-6 du code de l'environnement, introduit par la loi ALUR du 24 mars 2014, dispose que « l'Etat élabore, au regard des informations dont il dispose, **des secteurs d'information sur les sols (SIS) qui comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution** pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement.

**Une copie du ou des arrêtés préfectoraux de création de SIS devra être annexée au document intercommunal lorsque celui-ci entrera en vigueur.**

Secteurs d'Information sur les Sols				
Nom usuel	Adresse	Superficie totale	Caractéristiques du SIS	Observations
MIM	6, rue de la Forêt MERTEN	32471 m <sup>2</sup>	La société MIM a exercé, entre 1963 et 2013, des activités de traitement de surface qui étaient soumises à autorisation au titre de la législation sur les ICPE. Suite à la mise en liquidation judiciaire de la société, les activités ont cessé définitivement sur ce site en avril 2013.	Une évaluation des risques réalisée en 2001 a mis en évidence une pollution des sols en aluminium. En 2016, l'ADEME est intervenue pour mettre en sécurité le site. Il convient de noter que l'eau de nappe qui remonte dans les rétentions est visiblement souillée, notamment au droit de l'usine n°2. En conséquence, il est possible que les sols situés sous les rétentions soient pollués.
Ateliers Scheidt	Rue de la Forêt MERTEN	10689 m <sup>2</sup>	La société SCHEIDT a exploité des installations visant à incorporer des poussières de filtres dans la fabrication de béton bitumineux. Ces activités étaient soumises à la législation sur les ICPE.	En 2004, un diagnostic réalisé lors de la vente des terrains a mis en évidence une zone impactée par des poussières de filtres, contaminés par des métaux (plomb, chrome, cadmium, cuivre, zinc). Cette zone a été recouverte et a fait l'objet de servitudes inscrites au livre foncier. Néanmoins, en cas de changement d'usage du site, le responsable du changement d'usage devra démontrer que l'état des milieux est compatible avec l'usage envisagé.
Interdiffusion – décharge de pneus et déchets de caoutchouc	Mostenweg PIBLANGE	16986 m <sup>2</sup>	Cette parcelle a fait l'objet dans les années 1990 d'un dépôt de pneumatiques constitué illégalement. La société qui en est à l'origine a été placée en liquidation judiciaire.	Ancienne décharge illégale constituée de pneumatiques et non remise en état. En cas de changement d'usage, le responsable du changement d'usage devra diligenter les études appropriées pour s'assurer de la compatibilité entre l'état du site et l'usage envisagé.

Source : Préfecture de la Moselle, PAC du 13 février 2019.

## B.8. Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Une **Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE)** correspond à toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains. Les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime d'autorisation ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés :

- **Déclaration** : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses.
- **Enregistrement** : conçu comme une autorisation simplifiée visant des secteurs pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues et standardisées.
- **Autorisation** : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque.

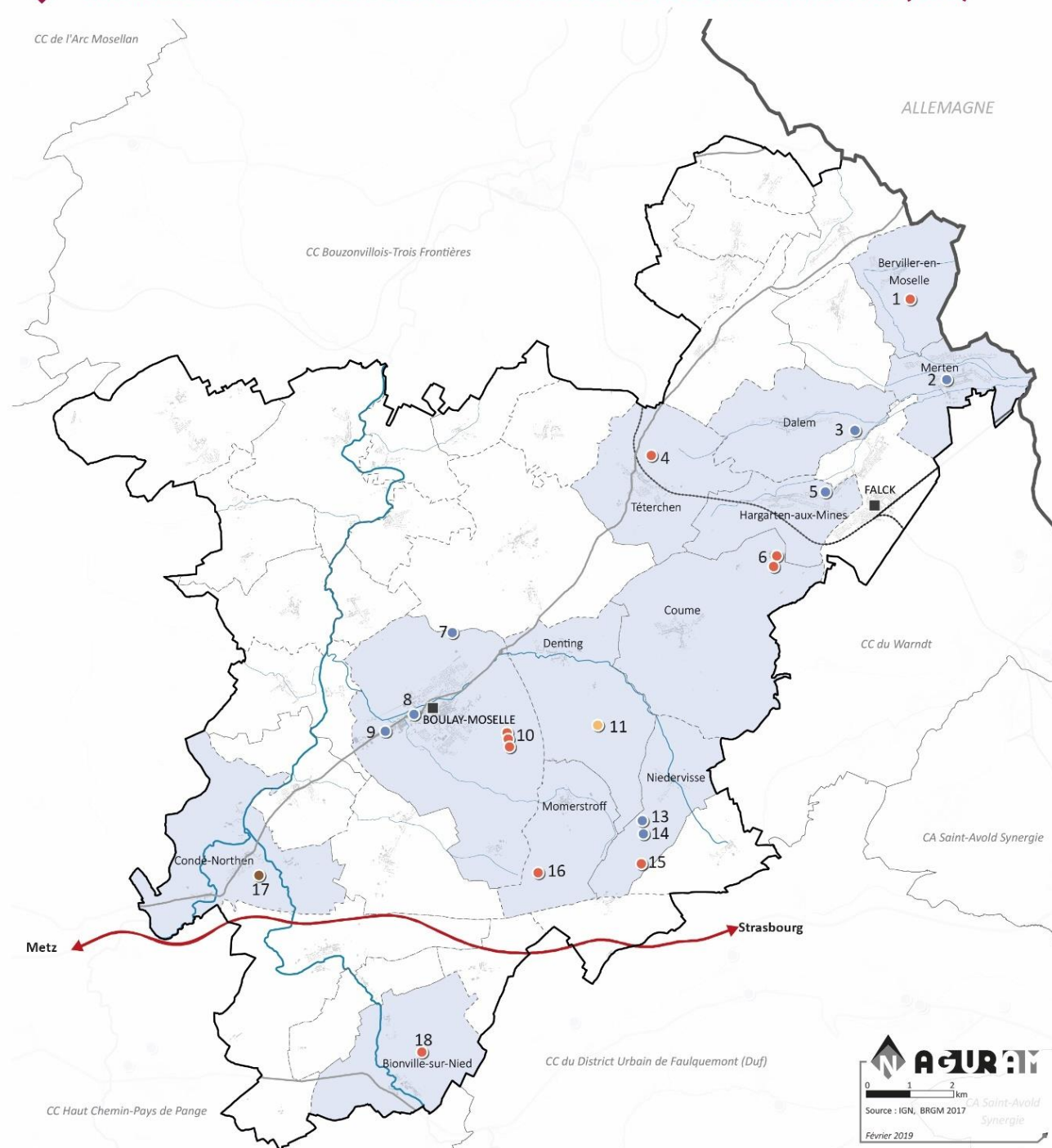
**20 ICPE sont ainsi recensées sur le territoire de la CCHPB. Aucun de ces sites ne relève du statut Seveso.**

ICPE				
Commune	Établissement	Régime	Statut	Type d'activité
Berviller-en-Moselle	Energies Services	Autorisation	En fonctionnement	Industrie (Eolien)
Bionville-sur-Nied	Parc Eolien de Morlange SAS	Autorisation	En fonctionnement	Industrie (Eolien)
Boulay-Moselle	Alsapan Furniture SAS Boreas ferme éolienne de Welling Parc éolien des Moulins de Boulay Perfect Wind SAS SIB-ADR SOGEA EST BTP	Autorisation	En fonctionnement	Industrie Industrie (Eolien) Industrie (Eolien) Industrie (Eolien) Industrie Industrie
Condé-Northen	GAEC des deux Niefs	Enregistrement	En fonctionnement	Industrie (Bovins)
Coume	Centrale éolienne de Coule Parc éolien Ferme éolienne de Coume	Autorisation	En fonctionnement	Industrie (Eolien) Industrie (Eolien)
Dalem	Communauté de Communes de la Houve	Enregistrement	En fonctionnement	Industrie
Denting	Eurogranulats Muller frères SA	Enregistrement Inconnu	En fonctionnement En cessation	Industrie Carrière
Hargarten-aux-Mines	Indivision Schmitt	Inconnu	En cessation	Industrie
Merten	MIM	Inconnu	En cessation	Industrie
Momerstroff	EOLEC	Autorisation	En fonctionnement	Industrie (Eolien)
Niedervisse	Eoliennes de Marne et Moselle Scierie de Niedervisse	Autorisation Enregistrement	En fonctionnement En fonctionnement	Industrie (Eolien) Industrie
Téterchen	Ferme éolienne de Téterchen	Autorisation	En fonctionnement	Industrie (Eolien)

*Source : Base des installations classées, Ministère de la transition écologique et solidaire*



# CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)



## LEGENDE

### ICPE

#### Industries

- 2. MIM (traitement et revêtement des métaux)
- 3. Communauté de Communes de la Houe (collecte de déchets)
- 5. Indivision SCHMITT (transport, stockage)
- 7. SOGEA EST B T P (Construction d'autres bâtiments, installations de stockage de déchets inertes)
- 8. ALSAPAN FURNITURE SAS
- 9. SIB-ADR (Industrie Bâtiment)
- 13. EUROGRANULATS (Installation de stockage de déchets inertes)
- 14. Scierie de Niedervisse

#### Carrières

- 11. MULLER FRERES SA

#### Eolien

- 1. Energies Services
- 4. Ferme éolienne de Téterchen
- 6. Ferme éolienne de Coume PE Centrale éolienne de Coume
- 10. BOREAS ferme éolienne de Welling / PERFECT WIND SAS / Parc Eolien "des Moulins de Boulay"
- 15. Eoliennes de Marne et Moselle
- 16. EOLEC
- 18. Parc Eolien de Morlange S.A.S.

#### Bovins

- 17. GAEC des deux Nied



### B.9. Le transport de matières dangereuses

Le risque de transport de marchandises dangereuses (TMD), est consécutif à un accident se produisant lors du transport de marchandises par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisations.

Les trois types d'effets pouvant être associés au risque TMD sont l'explosion, l'incendie et le dégagement d'un nuage toxique. Compte tenu de la diversité des produits transportés et des destinations, un accident de TMD peut survenir pratiquement n'importe où dans le département.

Cependant certains modes de transports et certains axes ou sites de transit présentent une potentialité plus forte du fait de l'importance du trafic. C'est notamment le cas des **grands axes structurants Sud-Nord et Est-Ouest, comme peuvent l'être l'Autoroute A4 passant au sud de la Communauté de communes (communes de Varize-Vaudoncourt, Brouck et Narbéfontaine) ou des Départementales D954 et D603.**

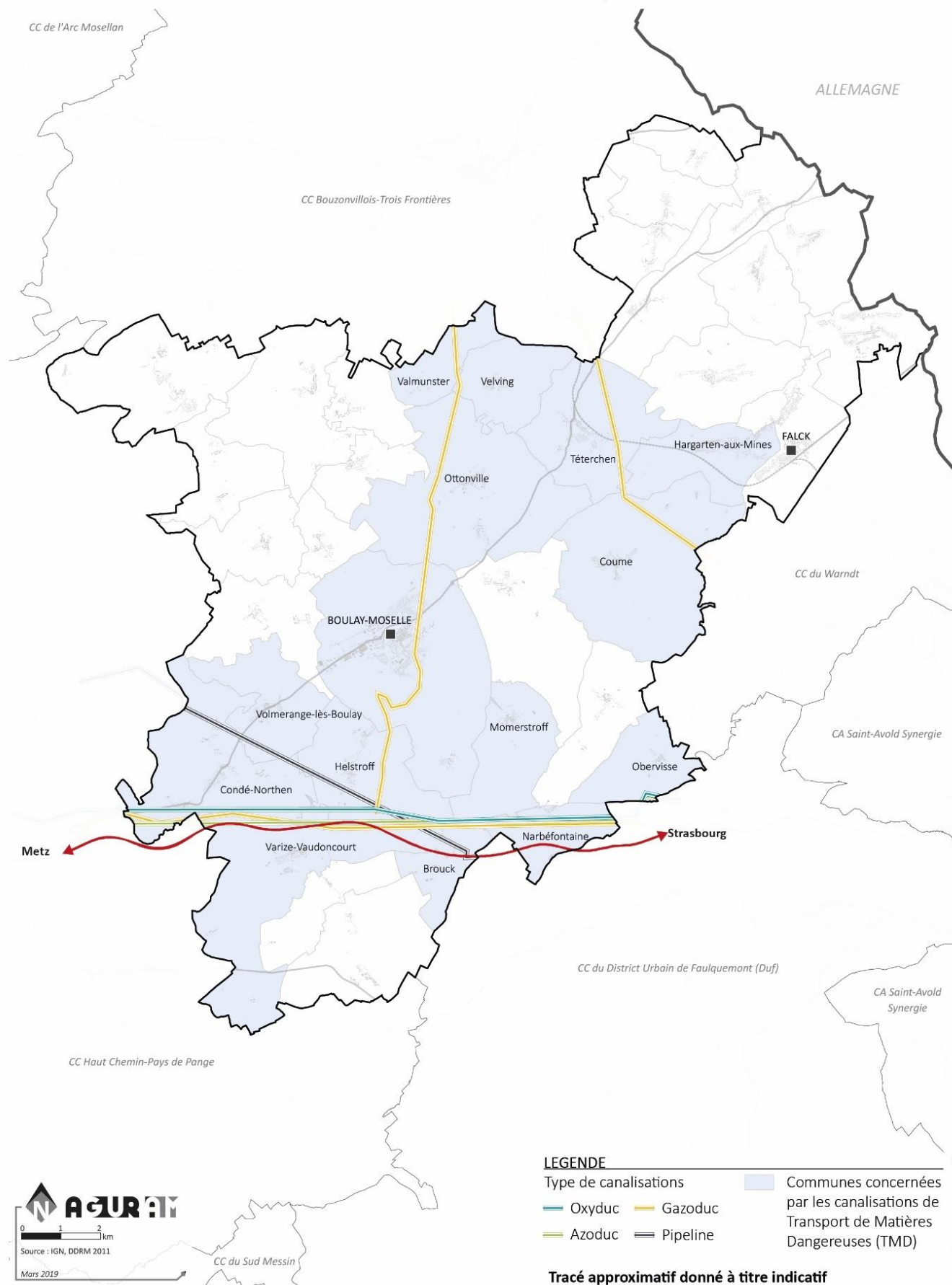
Certaines communes sont également concernées par les risques liés aux **transports de matières dangereuses par canalisation** :

Communes concernées par les risques TMD canalisations			
Commune	Air Liquide	GRT Gaz	PRL (inerté)
Boulay-Moselle	02, N2	Gaz	-
Condé-Northen	02, N2	Gaz	Hydrocarbures
Coume	-	Gaz	-
Hargarten-aux Mines	-	Gaz	-
Helstroff	02, N2	Gaz	Hydrocarbures
Narbéfontaine	-	Gaz	Hydrocarbures
Niedervisse	02, N2	Gaz	-
Oberdorff	-	Gaz	-
Obervisse	02, N2	Gaz	-
Ottonville	-	Gaz	-
Téterchen	-	Gaz	-
Tromborn	-	Gaz	-
Valmunster	-	Gaz	-
Varize	-	Gaz	Hydrocarbures
Velving	-	Gaz	-
Volmerange-lès-Boulay	-	-	Hydrocarbures

*Source : DDRM 2011*



## CC DE LA HOUE ET DU PAYS BOULAGEOIS/ RAPPORT DE PRÉSENTATION CANALISATIONS DE TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES



#### B.10. Autres aléas

Les communes de **Falck et Hargarten-aux-Mines**, compte-tenu de leur taux de boisement (respectivement 55,02% et 33,58% - DDRM 2011), sont concernées par **le Risque Feu de Forêt**. Enfin, la communauté de communes n'est pas concernée par les Risques industriels et nucléaires.

**On dénombre certains risques naturels et anthropiques sur le territoire de la CCHPB :**

- ◆ un risque mouvement de terrain sur certaines communes, lié à des effondrements et glissements de terrain ;
- ◆ un risque inondation sur certaines parties du territoire. Les communes de Bionville-sur-Nied, Bannay et Varize-Vaudoncourt sont concernées par un Plan de Prévention des Risques Inondations ;
- ◆ un risque inondation par remontées de nappes pour certaines communes de l'est du territoire, notamment en zone urbanisée : Dalem, Falck, Hargarten-aux-Mines. Des PPRI devraient être prescrits en 2019 ;
- ◆ de nombreuses cavités souterraines dont certaines zones d'aléa concernent des espaces urbanisés à Gomelange, Merten et Ottonville ;
- ◆ trois sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (base de données BASOL), des sites, en activité ou non, pouvant avoir occasionnés une pollution des sols (base de données BASIAS) et 3 Secteurs d'information sur les Sols (SIS) qui devront faire l'objet d'une attention particulière ;
- ◆ 20 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (industries, carrières) ;
- ◆ un risque lié à la rupture de digues présent sur les communes d'Hinckange et Merten ;
- ◆ un risque relatif au transport de matière dangereuse par canalisation sur plusieurs communes du territoire.

### **Principaux enjeux « Risques et nuisances » en lien avec l'élaboration du PCAET :**

**>> Améliorer la prise en compte des risques naturels (inondations, mouvements de terrain...) dans le cadre du PCAET afin de maîtriser l'exposition des personnes et des biens et donc la vulnérabilité du territoire dans le cadre du changement climatique :**

- Prendre en compte les Plans de Prévention des Risques et Atlas des Zones Inondables pour éviter et limiter l'urbanisation dans les secteurs soumis aux risques inondations
- Adapter les dynamiques de développement urbain afin d'accroître la résilience du territoire ;
- Limiter l'imperméabilisation des sols et accentuer les espaces de pleine terre en général, particulièrement dans les zones sensibles (vallées, coteaux) ;
- Prendre en compte le changement climatique qui accentue l'exposition face aux différents risques

**>> Mener une politique transversale en faveur de la prévention des risques :**

- Préserver et protéger les éléments de la Trame Verte et Bleue pour accentuer la résilience du territoire ;
- Développer de l'agriculture urbaine et de la nature en cours de ville et bourg notamment pour préserver les îlots de fraîcheur

**>> Préserver durablement la population des potentiels risques technologiques exacerbés dans le cadre du changement climatique**

- Prendre en compte les installations classées existantes dans les choix d'urbanisme pour maîtriser l'exposition aux risques technologiques des futurs projets ;
- Sécuriser les populations vis-à-vis du transport de matières dangereuses.

**>> Prendre en compte la problématique des pollutions des sols en profitant des projets pour enclencher la dépollution douce et en promouvant des opérations de stockage carbone dans les sols**

- Profiter des projets pour enclencher la dépollution douce permettant de redonner un usage aux sites et sols pollués ;
- Promouvoir des opérations de stockage carbone dans les sols.

**>> Maintenir des niveaux sonores apaisés en lien avec la baisse des consommations énergétiques et la préservation de la qualité de l'air :**

- Limiter les besoins en déplacement routiers par l'usage des transports en commun et modes doux ;
- Maîtriser l'exposition au bruit des futurs projets liés au PCAET notamment aux abords des développements d'énergies renouvelables particulièrement à destination des habitations et équipements sensibles ;
- Construire des bâtiments performants éloignés de infrastructures classées.

Bannay - Berviller-en-Moselle -  
Bettange - Bionville-sur-Nied - Boulay-Moselle - Brouck -  
Château-Rouge - Condé-Northen - Coume - Dalem - Denting - Éblange -  
Falck - Gomelange - Guinkirchen -  
Hargarten-aux-Mines - Helstroff - Hinckange -  
Mégange - Merten - Momerstroff - Narbéfontaine -  
Niedervisse - Oberdorff - Obervisse - Ottonville - Piblange - Rémering -  
Roupeldange - Téterchen - Tromborn - Valmunster - Varize-Vaudoncourt -  
Velving - Villing - Voelfling-lès-Bouzonville - Volmerange-lès-Boulay



Communauté de Communes  
**de la Houve et du  
Pays Boulageois**

29A Rue de Sarrelouis 57220 BOULAY-MOSELLE  
Tél. : 03 87 79 52 90 | Fax : 03 87 79 57 24  
contact@cchpb.net

**AGURAM**  
AGENCE D'URBANISME  
D'AGGLOMÉRATIONS DE MOSELLE  
Immeuble Ecotech | 3 rue Marconi 57070 METZ |  
tél. : 03 87 21 99 00 | contact@aguram.org |